

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 17 MARS 1978 - N° 657

Commission paritaire N° 56 942 Tél : 636.73.76 1,70 F

APRES LE 19 MARS

La droite surprise d'être arrivée à limiter son recul, multiplie les appels à resserrer les rangs pour qu'elle conserve le pouvoir. La gauche lance aussi ses appels pour refaire le terrain qui lui manque pour l'emporter dimanche. Appels à droite, appels à gauche. Les premiers révoltent tandis que les seconds sonnent faux.

Cette droite qui depuis vingt ans gouverne, imposant les bas salaires, le chômage, réprimant les luttes, bloquant toutes les initiatives de notre peuple pour prendre en main ses propres affaires, cette droite-là s'appête à en reprendre pour 5 ans, et à imposer la même politique aux travailleurs. Le temps du scrutin, Chirac et Lecanuet taisent leurs divergences, et l'union sacrée de la droite se reconstitue pour battre la gauche, même si déjà l'UDF et Giscard préparent le débauchage d'une partie de la gauche prête en cas d'échec électoral à se prêter à la manœuvre, au détriment du RPR.

A gauche, d'une manière parfaitement symétrique, Marchais et Mitterrand taisent leurs divergences et spectaculairement se réconcilient et concluent un accord... vide. Hors les promesses dont ils ne sont pas avares, sur le SMIC, les Allocations familiales..., sur lesquelles PS et PCF étaient déjà d'accord et pour lesquelles il n'y a aucune garantie, l'accord est vide. Complètement silencieux sur toutes les divergences qui ont donné lieu à une querelle aigüe pendant six mois. Avec étonnement et surprise, les travailleurs, en particulier les militants de base du PCF, voient les dirigeants de gauche tenir un langage ouvertement contraire à celui qu'ils ont entendu avant le premier tour : le PS ne vire plus à droite, l'accord sur un programme de gouvernement n'est plus nécessaire avant le 2^e tour... Comment les croire ?

Alors, comment en finir avec la politique que mène la droite depuis 20 ans ? Oui, c'est bien là la question. Et ce n'est pas la gauche qui peut permettre d'en finir avec cette politique-là. Parce que le PS n'a pas renoncé à faire appliquer un nouveau plan Barre, un plan Rocard qui serait une nouvelle fois l'austérité. Parce que le PCF qui dit un jour noir, un jour blanc, n'a qu'un seul but, parvenir à instaurer un capitalisme d'Etat complètement étranger aux intérêts des travailleurs. Parce que PCF et PS, vainqueurs ensemble de ces élections, ne manqueraient pas de se requerrer sur le dos des travailleurs.

Non, à droite, bien sûr, à gauche non plus, les appels ne peuvent convaincre les travailleurs. Après le 2^e tour, quel que soit le gouvernement, c'est par nos luttes que nous pourrions imposer nos revendications et faire reculer la bourgeoisie. Ces luttes, ce 3^e tour, c'est ce que nous devons préparer !

ISRAËL VEUT RESTER «LE TEMPS QU'IL FAUDRA»

NON A L'OCCUPATION DU SUD-LIBAN !

- Les camps palestiniens bombardés
- En chœur, socialistes et giscardiens réclament la fermeture du Bureau de l'OLP

«Nous avons décidé de nettoyer une fois pour toutes le Sud-Liban des concentrations terroristes. Nous continuerons à le faire aussi longtemps que nous l'estimerons nécessaire et que personne d'autre ne le fera pour nous» a déclaré Weizmann, ministre de la Défense de Begin en présentant l'agression au Sud-Liban. Les 30 000 soldats israéliens ont été envoyés pour rester un certain temps au Sud-Liban. Le marché qu'Israël veut faire accepter est le suivant : en échange du retrait de ses troupes du Sud-Liban, il veut que ses voisins s'engagent à empêcher toute action de la Résistance.

Au Liban, Israël compte sur les troupes fascistes qui avaient déjà tenté de liquider la Résistance. Il affirme sa volonté de les utiliser pour créer un cordon sanitaire à la frontière libano-israélienne. Obligés de se replier du Sud, les Palestiniens seraient à nouveau soumis à la pression de la droite libanaise, alors même que leur liberté d'action a été limitée à

plusieurs reprises, notamment à la suite de l'intervention syrienne.

La réaction des différents pays arabes à l'intervention d'Israël est un des points importants dont dépend la possibilité qu'il parvienne à son but. L'Égypte a dénoncé le «génocide» entrepris par Israël. Mais si Begin a pu ainsi mobiliser son armée pour une agression au Sud-Liban, c'est que le régime égyptien lui avait offert suffisamment de garanties : les négociations séparées entreprises par Sadate avaient dégagé le front du Sinaï. L'interdiction des activités de l'OLP en Égypte avait assuré Israël qu'il ne craignait aucune riposte, pour autant qu'il ne prétendrait pas à de nouvelles annexions. Mais il a entrepris la liquidation de la Résistance palestinienne.

Le régime syrien occupe tout le Liban sauf le Sud, en vertu d'un accord tacite : Israël a exigé que les troupes syriennes ne dépassent pas le Litani. Les troupes israéliennes ont reçu des ordres précis de

ne pas s'attaquer aux forces syriennes. Weizmann a affirmé : «Nous avons réussi à convaincre les Syriens que nous n'avions entrepris qu'une action limitée».

Si la Syrie a violemment condamné l'agression israélienne et les massacres de populations, ses troupes au Liban sont restées l'arme au pied sauf, semble-t-il, contre les avions qui bombardaient au Nord.

En sera-t-il de même dans les jours à venir ?

Lire pages 9 et 10

ITALIE

ALDO MORO ENLEVE

Aldo Moro, responsable de la «démocratie chrétienne», le parti gouvernemental italien, a été enlevé jeudi matin à 9 h 30. Trois de ses gardes du corps ont été tués. Le rapt a été revendiqué par les «Brigades Rouges», dont les dirigeants passent actuellement en procès à Turin, après de multiples reports. C'est ce jeudi que devait être investi au Parlement, le gouvernement soutenu par la coalition de la «démocratie chrétienne», du PCI et d'autres partis. La séance a été ajournée. Les syndicats, y compris ceux dirigés par le PCI ont aussitôt décrétés une journée de grève générale pour réclamer la libération du chef de la «démocratie chrétienne».

«CIRCULAIRE ARENC» DES MINISTRES HORS-LA-LOI !



Le 21 novembre, Peyrefitte, Garde des Sceaux, et Bonnet, ministre de l'Intérieur, «légalisaient la prison clandestine d'Arenc, en service depuis 74 !»

Samedi, le Syndicat de la Magistrature déposait une plainte contre eux, «pour acte attentatoire à la Constitution, dans l'exercice de leurs fonctions». C'est la première fois sous la 5^e République. Elle aura de nombreux obstacles à franchir, avant d'être jugée recevable.

Lire page 7

Rostropovitch déchu de la nationalité soviétique

Le violoniste soviétique Mstislav Rostropovitch et sa femme, la cantatrice Galina Vichnevskaya ont été déchus de la nationalité soviétique. C'est ce qu'annonçait mercredi les Isvestia, citant un décret du Présidium du Soviet suprême de l'URSS. «Activités portant atteinte à la dignité de citoyen soviétique», voilà ce qui leur est reproché ! En fait, ils font partie des dissidents au régime soviétique. L'Humanité de jeudi proteste... «l'URSS, ce n'est pas la liberté, mais c'est quand même le socialisme», telle est la position officielle du PCF !

BRAUD SAINT-LOUIS

Les CRS devant le chantier LA GREVE CONTINUE

Malgré l'hostilité du PCF

Lire notre article page 5

A propos du film POUR DEMAIN

Réflexions de camarades qui ont participé à sa réalisation

Le film «*Pour demain*», élaboré par le PCRml, pour servir d'arme de propagande dans la bataille politique de 1978, a été déjà projeté de nombreuses fois, à Paris, et en province, dans des meetings et réunions publiques. Il a rencontré, le plus souvent, un accueil très favorable. Nous publions ici des réflexions des camarades qui ont participé à sa réalisation :

— *Le tournage de «Pour demain» armorce-t-il à ton avis une rupture dans la manière dont les professionnels du cinéma de la bourgeoisie font habituellement des films ?*

— Yann Le Masson : Ce film n'est pas le premier à tenter de rompre avec les pratiques habituelles du cinéma de la bourgeoisie. En France, dès la fondation du PCF en 1920, un courant artistique s'est organisé au sein des intellectuels et artistes proches du mouvement ouvrier. Des cinéastes en faisaient partie, et Jean Renoir, par exemple, collabora à un film très remarqué que le PCF dirigea en 1936 : «*La vie est à nous*». Plus récemment, en 1968, un «cinéma parallèle», (dont l'origine remonte à la guerre d'Algérie et aux rares films que des cinéastes communistes réalisèrent à cette époque) se développa sur des bases très spontanées («au service des luttes et du peuple»). Aujourd'hui, je pense que le problème d'un cinéma en rupture avec la bourgeoisie doit se poser de la manière suivante :

Un film, quel qu'il soit, exprime un point de vue. Par le biais d'une histoire, de personnages, d'une mise en scène — ou plus simplement d'un montage de documents, de reportages accompagnés d'un commentaire — un film exprime le point de vue, la manière de voir les choses, de celui — ou de ceux — qui ont inventé cette histoire, effectué les prises de vues, monté, fabriqué le film.

Un film ensuite, se fabrique selon certaines méthodes industrielles ou artisanales. Il est le produit d'une certaine pratique, liée aux conditions économiques, sociales, culturelles, qui permettent (et imposent) que ce type de produit apparaisse.

«Le point de vue et la pratique»

Ces deux aspects : le point de vue que le film reflète et la

pratique qui a été celle de sa fabrication, ce sont ces deux aspects qui, à mon avis, permettent de poser le problème d'une rupture entre une manière de faire nouvelle, et d'anciennes manières de faire.

Bien entendu, «point de vue» et «pratique» sont liés. Mais pas nécessairement de manière simple et évidente, ni de manière simultanée. On peut voir des réalisateurs de films décider de refléter d'autres «points de vue» que celui qui est habituel à leur milieu, d'autres préoccupations que celles qui dominent dans les couches des intellectuels, artistes, créateurs. Par exemple essayer d'exprimer, à travers un film, la manière de penser d'ouvriers. Que le réalisateur de films aspire à rendre, à travers son film, la manière de penser, de réagir, de sentir d'ouvriers, c'est une chose... C'est une tendance de ceux d'entre eux qui se disent progressistes, de gauche, etc. Qu'ils y parviennent, c'en est une autre. C'est une chose qui ne dépend pas de leur bonne volonté, c'est une chose qui dépend de la pratique même du film.

D'habitude (et la force de l'habitude est énorme) un film se fabrique selon des critères bien précis. Il y a d'abord une idée-force : celle de l'auteur. Un film, c'est un Auteur, un Réalisateur, un Scénariste (bref une personne unique et seule) et la propriété de l'idée du scénario du film est sacrée. Il existe des lois, des règles, pour protéger la propriété artistique. La «liberté» de l'auteur est un cheval de bataille des révisionnistes. La propriété artistique : voilà une idée, et une pratique bien ancrées.

Bien ancrée aussi l'idée qu'un artiste, c'est un individu seul, solitaire même, libre, indépendant, et qu'une œuvre d'art ne peut être que le produit de cette indépendance, d'un «talent», d'une vision «originale», d'un message «personnel». Nous voici pataugeant en pleine idéologie individualiste. En pleine métaphysique aussi. C'est la manière de penser propre à la bourgeoisie : chacun pour soi, liberté d'entreprendre, solitude de l'homme de génie, nécessité de l'élite, etc.

Nathalie, Nicole, qui y jouent des rôles importants et Yann Le Masson, qui a apporté toute son expérience, dans la prise de vue, le montage, et bien d'autres aspects du film.

Nous espérons que leurs réflexions aideront à poursuivre le débat, un débat dont *Le Quotidien du Peuple* pourrait, bien sûr, se faire l'écho.

Aussi, lorsqu'un film se tourne, le réalisateur en est-il «le patron», et s'organise autour de SA vision du monde, de SES tripes, de SES fantasmes : tel est le cinéma que la bourgeoisie fabrique (avec force, puissance, conviction, c'est certain) et qui reflète ainsi, à travers ses artistes, son point de vue de classe.

Toute la production des films, des méthodes de tournage, la manière dont le travail est réparti, divisé, et même les techniques : l'agencement d'un studio, la conception d'une caméra, la mise en scène, tout est fait pour servir ce type là de produit. Et vouloir fabriquer un autre produit avec cette «machine là», c'est une illusion. Fabriquez-moi un fusil avec une machine à saucisses ! Et fabriquez-moi du socialisme avec une machine (la machine d'Etat de la bourgeoisie) conçue pour fabriquer du capitalisme !

«Une toute première étape»

Un cinéma du prolétariat, ça ne se fabrique pas comme un cinéma de la bourgeoisie. Exprimer le point de vue du prolétariat : soit. Mais il faut aussi, et je dirais surtout, se donner les moyens et les conditions d'une pratique non-bourgeoise, non-individualiste, non-élitiste, non-oppressive à l'égard du peuple, mais prolétarienne, c'est-à-dire collective, socialisée et, au stade le plus avancé, communiste.

Telle a été la direction que nous avons essayé de prendre, les uns et les autres, non sans lutte, et sous la direction de notre parti, en faisant ce film.

Il s'agit là d'une toute première étape. Un certain nombre de pratiques caractéristiques du cinéma bourgeois n'ont pu, à mon avis, être évitées. Pour rompre plus avant avec ces pratiques, il est nécessaire de développer un style de travail communiste, le centralisme démocratique, dans la

pratique du film, dans le développement des luttes en son sein.

Aussi est-il très important que chaque camarade qui verra ce film se donne pour tâche d'en faire la critique, de rendre compte de la manière dont le reçoivent les masses, et d'envoyer au *Quotidien du Peuple*, sous la forme d'un vaste «courrier des spectateurs», ces lettres qui seront précieuses à faire progresser un cinéma communiste.

«Le parti dans son action quotidienne»

— Nicole : Nous étions tous d'accord sur l'objectif : le film devait permettre de mener la bataille politique, avant et après mars 78. Il fallait donc montrer comment, dans la vie, nous menions cette bataille. Dénoncer l'exploitation capitaliste, les fausses solutions de la gauche, mettre en lumière la volonté de lutte des travailleurs, les aspirations au socialisme : autant de thèmes, vastes et qu'il fallait aborder, en un temps ramassé, moins d'une heure.

Il fallait faire des choix. Nous nous sommes refusés d'emblée à illustrer plus ou moins un collage de discours politiques mis bout à bout. Dès le départ, il s'agissait de faire voir concrètement le parti dans son action quotidienne, tout ce qui relie les camarades aux autres travailleurs, et le débat politique qu'ils mènent avec eux. Pour cela, nous avions besoin nécessairement de forger une histoire, un minimum de scénario, de dessiner des personnages.

Sur Paris, nous avons choisi de situer l'action parmi les employés, particulièrement concentrés dans la région parisienne. A partir de là a été constituée une équipe de camarades (qui deviennent acteurs), choisis précisément parce qu'ils étaient eux-mêmes employés, et le plus souvent, militaient parmi

les employés. C'est en mettant en commun notre expérience, notre pratique que nous avons pu, ensemble, dégager des personnages les grandes lignes de l'histoire, définir les principaux moments, le fil conducteur : une employée, encore membre du PCF, et qui, à travers une série de discussions et d'actions, rompt et s'engage dans le combat révolutionnaire.

«Très proche de ce que nous sommes dans la vie»

— Comment ont été écrits les dialogues ?

— Nathalie : Nous avons procédé de la même façon, collectivement, pour élaborer les dialogues : et cela nous a pris beaucoup de temps, par exemple, pour mettre au point les discussions dans le café. Là aussi, il s'agissait pour chacun et pour tous de rassembler, puis de trier et de condenser tout un matériau très divers, tiré de notre expérience. Chaque réplique a été ensuite réadaptée, remise en forme par le camarade chargé de la dire : de même que notre rôle est en général très proche de ce que nous sommes dans la vie, de même nous avons pour l'essentiel conservé notre façon propre de parler.

— Mais à part quelques personnages bien typés, on ne sait pas bien qui est au parti et qui ne l'est pas.

— Nathalie : C'est volontaire. Avant tout, il s'agissait de montrer comment, avec le parti, se mène le débat entre idées justes et idées fausses et comment le parti œuvre à mettre en avant les idées justes, à les clarifier, à les transformer en action, en force. Or ce débat traverse les masses aussi bien que le parti.

— Nicole : Pour conclure, je crois que le plus important, c'est qu'il y ait eu élaboration collective, à différents stades, du film : sur la base d'un accord politique, bien sûr, mais aussi de notre propre pratique sociale et de notre expérience de lutte. C'est ce qui a d'ailleurs permis, entre autre, de surmonter pour une part les obstacles que rencontrent nécessairement des acteurs non professionnels.

L'accord à gauche :

ESPOIR RENAISSANT ? ÉTOILE DÉCLINANTE !

● Ils s'étaient querellés, les voilà qui s'entendent. Certes, l'intérêt électoral est un puissant facteur qui a déterminé l'accord des partis de gauche pour le deuxième tour des élections. Mais au delà, ce sont des visées politiques à bien plus long terme qui se trouvent en jeu, dans des conditions nouvelles créées par le premier tour, et avec des conséquences qu'il faut bien peser pour les travailleurs.

Le texte sur lequel Mitterrand et Marchais se sont mis d'accord en extrême met systématiquement en avant un certain nombre de revendications immédiates dont la satisfaction peut légitimement apparaître comme indispensable aux yeux d'un grand nombre de travailleurs. Qui ne voudrait pas, aujourd'hui, le SMIC à 2 400 F, l'abaissement de l'âge de la retraite, la revalorisation des allocations familiales, la 5^e semaine de congés payés... ?

Au delà de ces quelques mesures immédiates, reste la question de la politique qu'un gouvernement PS-PC serait en mesure de poursuivre. A-t-on assez, ici et là, entendu parler de socialisme, ou tout au moins de transition dans sa direction ? Rien, en fait, dans les program-

mes respectifs du PS et du PC, ne permettait d'y croire. Mais, avec les conditions dans lesquelles se présenteraient, en cas de victoire de la gauche, l'exercice du pouvoir par le nouveau gouvernement, tout laisse présager une situation dans laquelle même des mesures illusoirement très difficiles à prendre.

En effet, des facteurs nouveaux ressortent des élections de dimanche dernier : d'une part, si la gauche était majoritaire, se serait d'une très courte tête. Giscard, nanti des pouvoirs que lui accorde la Constitution, serait d'autant mieux placé pour lui mettre des bâtons dans les roues. D'autre part, le PCF se trouve, du fait du tassement de l'avance du PS, presque à égalité de forces avec lui. Ce qui ne permet pas à Mitterrand

d'espérer lui imposer ses vues facilement.

Concrètement, cette situation se traduit très nettement dans le texte de l'accord signé lundi soir. Sur les sujets essentiels séparant le PS et le PCF, tels que les nationalisations ou le fonctionnement des institutions, rien n'est réglé, tout est renvoyé à une négociation qui se déroulerait après le deuxième tour, alors même que les partis de gauche, à les entendre, seraient déjà en train de gouverner.

Avant dimanche dernier, cette procédure était largement favorable au PS, qui espérait avoir beaucoup plus de députés que le PCF. Désormais, ce n'est plus le cas : l'écart entre sièges à l'Assemblée nationale sera vraisemblablement assez faible. Plutôt que la victoire d'un des deux points de vue, c'est donc la reprise, encore plus chaude qu'avant, de la querelle, qui serait à prévoir. Déjà, d'ailleurs, les deux partenaires et rivaux ne sont même pas parvenus à décider d'initiatives communes, telles que des meetings entre les deux tours.

C'est donc, dans tous les cas, l'absence de toute politique cohérente pour faire face à la crise qui s'en suivrait. Inutile de dire que, dans ces conditions, la poursuite de l'inflation, le maintien et le développement du chômage, l'aggravation des conditions de vie des masses, sont à l'ordre du jour d'un gouvernement de gauche, comme de la poursuite de la politique barriste. Les quelques mesures sociales pouvant temporairement améliorer la situation des travailleurs y seraient vite absorbées.

Disons-le honnêtement, dans les conditions où il se présente, l'accord entre les partis de gauche est loin de représenter la renaissance d'un espoir.

D'une part, parce que celui-ci n'était pas fondé ; d'autre part, parce qu'il y a moins que jamais à attendre de cette coalition replâtrée à la hâte grand chose de meilleur que des fiéffés réactionnaires qui nous gouvernent aujourd'hui.

Jean LERMET

Six colonnes à la Une de l'Humanité

« Il n'y a qu'une seule question, j'insiste : une seule question que doivent se poser avant d'aller voter tous les électeurs et les électrices de gauche, tous ceux qui condamnent à un titre ou à un autre la coalition de droite en place. Cette question ce n'est pas, est-ce que je vais oui ou non faire élire un député socialiste, radical ou communiste ? Non ! cette question c'est : est-ce que mon vote va oui ou non servir à élire un député de gauche de plus ? » Marchais prend sa plume jeudi matin pour exhorter ses militants et ses électeurs à oublier, pour une semaine, tout ce qu'il a dit depuis six mois... D'une part il doit se dédouaner auprès de ses alliés socialistes et pouvoir dire après la victoire éventuelle, nous avons tout fait pour la victoire. D'autre part après avoir tendu au maximum les rapports avec le PS, il doit maintenant s'assurer que les reports se feront bien, pour que la gauche puisse saisir toute les choses qui lui restent à gagner. Démarche sinieuse, qui consiste à faire fondre le score de la gauche pendant six mois, diminuer son propre score pour faire baisser plus le PS, et aujourd'hui faire le maximum pour faire triompher la gauche ! Qu'importe si les électeurs ne s'y retrouvent pas, la stratégie d'instauration du capitalisme d'Etat est à ce prix.

Lecanuet chez Giscard

Mercredi, Soisson, Jeudi Lecanuet, les dirigeants de l'UDF défilent chez Giscard. Le problème posé à la fédération des partis du centre qui s'est mise en place à la veille des élections, est celui de sa structuration et de la poursuite de son existence. Devancée par le RPR, l'UDF est cependant arrivée à limiter le recul global des voix centristes et giscardiennes, et à réduire l'écart qui la séparait du RPR. Au Parlement, l'UDF, si elle disposait d'une représentation parlementaire inférieure au RPR, ne devrait pas se retrouver dans le rapport de l'ancienne assemblée où elle ne représentait que la moitié des forces de l'UDR. Mais comment structurer cette constellation de formations rivales, comment effacer la rivalité entre Lecanuet et le PR ? Autant de questions discutées avec Giscard ce jeudi.

MAJORITAIRE OU PROPORTIONNEL LE MODE DE SCRUTIN PEUT FAIRE LA DIFFÉRENCE

Majoritaire dans le pays ? La gauche, (avec l'aide des trotskyste) à l'issue de ce premier tour, ne l'est que d'une courte tête. Trop courte, à supposer que le report de voix dans ses rangs s'effectue sans anicroches, pour lui donner aussi la majorité de sièges dans la prochaine chambre.

Comment, avec un nombre d'électeurs supérieur à celui de la droite, les partis de la gauche «unie» pourraient-ils se retrouver dans l'opposition ? Cela est dû au système électoral employé, qui a été fixé par ordonnance le 13 octobre 1958 : le scrutin uninominal majoritaire à deux tours. (Scrutin d'arrondissement) en vertu de cette ordonnance, le candidat ayant obtenu la majorité absolue des inscrits au premier tour est déclaré élu, dans sa circonscription. Si aucun des candidats en présence n'obtient ce score, un deuxième tour a lieu. Mais seuls peuvent s'y présenter les candidats ayant obtenu plus de 12,5 % des suffrages des électeurs inscrits. Si un seul candidat remplit ces conditions, celui qui le suit immédiatement est admis à concourir. Si

aucun des candidats ne remplit ces conditions, la bataille se déroule entre les deux arrivés en tête au premier tour. Est déclaré élu celui qui obtient le plus de voix, quel qu'en soit le nombre.

Or, le nombre d'électeurs que compte chaque circonscription diffère de manière non négligeable. Et la droite au pouvoir depuis 20 ans a pu tout à loisir arranger dans la carte électorale des découpages qui favorisent ses candidats. Ainsi, traditionnellement, il faut beaucoup plus de voix pour élire un député d'opposition qu'un de la «majorité» : les zones d'influence de chaque parti étant connues dans le détail, bureau de vote par bureau de vote, il est facile de dessiner les frontières d'un arrondissement de telle manière qu'il concentre un maximum d'électeurs favorables à l'opposition, qui éliront un seul député, cependant que dans telle autre circonscription, favorable au pouvoir en place, le nombre de votants sera moins élevé.

Il est significatif, par exemple, qu'avec une majorité de voix, la gauche n'ait que trois élus au

premier tour, alors que la droite en a 50 !

D'où l'interminable polémique sur l'instauration du scrutin proportionnel, système qui accorde à chaque formation politique un nombre de députés qui est fonction du nombre de voix que lui a donné le corps électoral. D'où également la campagne du PCF sur «le scandale des découpages électoraux».

Il a été d'usage courant, sous la cinquième république, de se fonder sur l'étendue géographique d'une région rurale, traditionnellement favorable à la droite, pour lui faire élire plusieurs députés malgré son peuplement relativement faible, alors que dans un centre industriel voisin, oppositionnel, le même nombre de personnes n'avait droit qu'à un seul député. Ou de voter tel canton qui «pensait mal» dans un flot de voix rurales plus «dans la ligne».

Avec la poussée enregistrée par la gauche lors des dernières municipales, y compris dans des bastions traditionnels de la «majorité», la droite a pris peur : elle s'est posée



La Lozère, un désert qui vote à droite.

sérieusement la question de savoir si, avec le nouveau rapport de force, le renversement même, pourrait-on dire, pour certaines régions, qui se constituait, elle n'aurait pas intérêt à changer le mode de scrutin en cours, cela lui aurait d'ailleurs permis «l'élargissement», l'«ouverture» vers de petites formations du centre,

qu'elle cherche depuis longtemps, une étude plus approfondie lui a montré qu'elle n'avait, pour le moment, rien à y gagner : une majorité de sièges, aujourd'hui, pour la gauche, si l'on examine les circonscriptions ou le changement de majorité est possible, donnerait plus de 51 % des voix à la gauche, chiffre que ne lui a accor-

dé aucun sondage.

Tout cela implique que la gauche peut très bien, dimanche prochain, se retrouver avec une majorité relative des voix, sans pour cela être dominante politiquement, à la chambre. A moins que l'accord bricolé à la vie lundi soir, ne crée une dynamique suffisante pour combler la différence.

Ouverture réussie ?

On l'a dit dans notre édition d'hier, dans 2 départements, le MRG refuse de soutenir les candidats du PC. Dans le Cher, même, le secrétaire général du MRG «rapporte son soutien à l'action d'ouverture engagée par le président de la République», tout en appelant «en conséquence les électeurs à ne pas égarer leurs voix sur les représentants du collectivisme», regrettant «avec tristesse d'apprendre de Mitterrand et Fabre ont cédé pour des raisons purement électoralistes au diktat de Georges Marchais». Les difficultés que rencontrera la gauche pour triompher dimanche, conduisent déjà la frange molle de cette Union de la gauche à lorgner vers la droite, et à envisager un ralliement que Giscard appelle de ses vœux et qu'il saurait grassement représenter.

Nantes
Meeting du PCR ml
Vendredi 17 marsLES PERSPECTIVES POLITIQUES
APRES LES ELECTIONS

AVEC MAX CLUZOT

Maison des Jeunes de Rezé. 20 h 30

LA LCR :
UN SATELLITE DU PCF

La LCR, comme elle l'a annoncé depuis longtemps, appelle à voter au second tour pour les candidats du PS et du PCF, en faisant la fine bouche sur les radicaux de gauche, considérés comme des «politiciens bourgeois», au contraire de ceux du PCF et du PS, partis «ouvriers». C'est ce que Rouge appelle «un vote de classe».

La LCR reproche aux partis de gauche de ne pas suffisamment se démener pour parvenir au pouvoir.

«Le PCF, seulement la LCR, accepte le principe du désistement sans orchestrer de réelle mobilisation, sans diffuser le jour même de tract central, sans appeler à la bataille.»

Que les travailleurs se rassurent : «Les militants de la LCR entendent être, dans les jours qui viennent, les agents actifs de la nécessaire unité des travailleurs. Le million de voix recueilli par l'extrême-gauche doit se reporter sur les candidats du PC et du PS les mieux placés.»

Et qu'on ne parle plus d'«organiser la défiance» ou autres alibis que pouvaient se donner les trotskystes. «Le temps n'est pas aujourd'hui, écrit Bensaid, à l'explication de la division ; il est à l'action pour battre la droite.» Bref, pour continuer à entretenir de plus belle la confusion sur la nature de ces partis. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que Le Matin ait ouvert ses colonnes à Bensaid après les avoir ouvertes à Berg de l'OCI.

Et mercredi soir à la télévision, c'est avec ardeur que Krivine supplia Marchais et Mitterrand, pour battre la droite, de multiplier les initiatives des «organisations ouvrières» FEN comprise évidemment mais MRG exclu : attention, ce sont des bourgeois. Au fait que fera la LCR si la majorité de gauche tenait essentiellement à la petite dizaine de députés MRG ? Est-ce que ce sera vraiment une majorité de gauche représentative des «organisations ouvrières». Cruelle question. En attendant la LCR se

réjouit. Rendez-vous compte dans la Seine-Maritime la fédération du PCF a reçu une délégation commune LCR-PSU. Ce qui a permis aux trotskystes de regretter devant les dirigeants du PCF que la campagne des partis de gauche ne soit pas assez intense : rendez-vous compte un seul tract unitaire PCF-PS-MRG dans la circonscription de Leroy, s'est indigné le représentant de la LCR, soucieux de la réélection du directeur de l'Humanité ce n'est pas assez. Résultat PSU et LCR pourront prendre la parole dans les meetings du PS et du PC. Autre bonne nouvelle pour les lecteurs de Rouge, «l'unité ouvrière» progresse à Meaux : «il est prévu que la LCR participe notamment par le biais de collages communs à la campagne pour battre la droite avec les partis ouvriers». Krivine sur les traces de Mandel. L'inquiétude manifestée par des sympathisants de la LCR de Renault, devant la satellisation de la LCR par le PCF ne doit pas rester isolée !

Zizanie à
«l'extrême-gauche»

La LCR a proposé au Front Autogestionnaire, à Lutte Ouvrière, à l'OCT et aux CCA de faire une déclaration commune de désistement pour les partis de gauche, et d'entreprendre une démarche auprès d'eux pour que les organisations «d'extrême-gauche» soient invitées à expliquer leur position dans les meetings des candidats de gauche.

Le PSU a refusé poliment, ne pouvant pas, explique-t-il, s'engager pour le Front Autogestionnaire. LO a refusé carrément, ne voulant pas intervenir dans les meetings des autres. L'OCT ne refuse pas de telles démarches au niveau local, mais refuse de le faire au plan national.

Les plafonds du PS

Le PS 1^{er} parti de France ? Cette belle position, conquise avec tant de facilité, n'est peut-être pas, à y bien regarder, aussi solide qu'elle ne le semble au premier abord : en novembre 76, 7 élections législatives partielles avaient montré une progression spectaculaire du parti socialiste, surtout aux dépens du PCF. Mais, d'après les scores obtenus lors du scrutin de dimanche dernier, il semble plutôt que l'électorat socialiste soit en voie de

tassement, voire même de régression.

L'observation des tableaux ci-dessus montre que dans six cas sur sept, le candidat du parti socialiste, ou le MRG soutenu par le PS, recueille moins de voix en 78 qu'aux partielles de 1976. Dans trois des cas considérés, la chute est telle que le score réalisé est inférieur à celui de 1973 (5^e Gironde, 3^e Corrèze, 2^e Haute-Loire).

La progression enregist-

trée en 76 par le parti socialiste correspondait le plus souvent à une chute sensiblement égale du candidat du PCF. Mais l'examen des résultats de 78 montre que ce n'est pas le parti révisionniste qui recueille les fruits de l'affaiblissement de son partenaire : si dans certaines circonscriptions, (Haute Loire) il retrouve ou dépasse son chiffre de 73, la droite bénéficie également du reflux socialiste (Corrèze, Haute Loire, Yvelines).

«Lutte ouvrière» : après un électoralisme forcené

Le vide des propositions

Les 470 candidats de Lutte Ouvrière rangent leurs sacs de couchage. Que va-t-il rester, les élections passées de cet activisme électoral ?

«Rassembler le maximum de suffrages».

Tel était le but avoué de cette campagne ; il était même question d'avoir un député. Cette dernière prétention est certes tombée à l'eau. Ceci dit, les candidats de LO ont obtenu plus que leurs collègues des listes LCR-OCT-CCA. Il est à remarquer que ces voix ont été obtenues même en des endroits où LO n'a pas de militants : il arrive que cette organisation fasse de bons scores dans des zones rurales où ses militants n'ont jamais mis les pieds. C'est donc essentiellement sur ses prestations télévisées et sur ses professions de foi — identiques pour toute la France — que se sont déterminés ses électeurs.

CONTRE LES
POLITIENS
PROFESSIONNELS

Les thèmes de la campagne étaient suffisamment flous pour rassembler des voix sur des bases peu claires. La critique des «politiciens professionnels» pouvait jouer sur l'écoeurement des masses face à la politique politicienne, mais aussi sur l'apolitisme.

Pour LO, il fallait rassembler les voix des «petites gens» sur des candidats «travailleurs du rang». Là encore, un flou artistique est remarquablement cultivé. Il fallait s'appuyer sur des mécontentements d'origines fort diverses, pour comptabiliser les suffrages d'ouvriers, d'employés, de paysans, de petits commerçants, sans chercher à rassembler sur une perspective trop claire, sur des objectifs trop précis.

TELEGENIE

Si les invectives pleuvent sur les politiciens professionnels, il serait facile de renvoyer la balle à Arlette Laguiller, vedette de télévision, porte-parole attitrée de ce mouvement, qui fait afficher sa photo par tous ses candidats dans les coins les plus reculés. La mise en avant d'une dirigeante femme et de nombreuses candidatures féminines permet à LO toute une démagogie féministe, s'adressant à «toutes les femmes» sans que par ailleurs la présence de LO dans les mouvements de lutte de femmes, soit une réalité.

VOTER A GAUCHE

Même flou sur la nature des partis de gauche. Si

ceux-ci ont fait parfois l'objet de vives critiques, on notera la remarquable ambiguïté d'un slogan tel que : «Voter Lutte Ouvrière, c'est voter pour la gauche sans voter pour la bombe atomique». A quoi vise cette insistance à se situer dans la problématique droite-gauche, si ce n'est à appâter des voix de gauche sur des bases de démarcation très vagues ?

Au cas où l'on aurait encore eu des doutes, précisons que LO, pour le second tour, appelle ses électeurs à «reporter sans hésitation leurs suffrages sur les candidats de l'Union de la gauche».

ET APRES ?

Et maintenant, que les «petites gens» ne pourront pas avoir de député pour les représenter, que va proposer LO à ses électeurs de dimanche dernier ? C'est bien là que l'absence de perspectives de cette organisation apparaît le plus nettement. Le choix de tout miser sur ces élections ne doit évidemment rien au hasard. L'électoralisme débridé déployé dernièrement constitue bien l'axe principal d'intervention de LO. Au delà, on est pris de vertige devant le vide de leurs propositions.

François NOLET

		73	76		78	
3 ^e Corrèze	UDR	51,72	53,66		54,29	
	PS	17,29	21,47	(+ 4 points)	17,06 PS	(- 4,41 %)
	PC	27,82	22,27		24,63 PC	
2 ^e Haute-Loire	RI	30,65	47,89		50,96	
		16,5				
	PS	40,5	42,41	(+ 2 points)	36,56	(- 5,85 %)
	PC	8,1	6,51		10,32	
3 ^e Paris	RPR	39,89	54,4		53,53	
	PS	15,34	19,7	(+ 2 points)	17,84	(- 1,86 %)
	PC	14,71	11		11,69	
	Eco		6,6			
5 ^e Yvelines	RI	31,02	21,44		21,83 UDF	
	PC	22,22	26,05		20,09 PC	
	CDS	12,6	18,66			
	PS	11,35	17,01	(+ 6 points)	15,71 PS	(- 1,20 %)
4 ^e Allier	Réf	44,75	46,19		49,21 UDF	
	PC	22,76	22,18		23,32 PC	
	PS	11,55	21,77	(+ 10 points)	22,80 PS	(+ 1,03 %)
10 ^e Rhône	RI	43,76	44,86		30,10 UDF	
	PS	20,1	34,58		32,04 PS	(- 2,54 %)
	PC	13,25	10,31		12,55 PC	
5 ^e Gironde	CDS	34,79	49,6		37,99 UDF	
	MRG	23,82	35,5		19,89 MRG	(- 15,61 %)
	PC	16,83	12,5		18,14 PC	

General-Motors Strasbourg

PRES D'UN MOIS APRES LE
DECLINCHEMENT DE LA GREVE,
AUCUN PROBLEME N'EST REGLE

●La demi-heure de repas n'est toujours pas payée, les conditions de travail se sont même aggravées pour les femmes qui doivent désormais travailler un samedi sur deux. Par ailleurs, une quarantaine d'ouvriers ont reçu leur lettre de licenciement et le mercredi 15 mars, 6 délégués ont été entendus par le Comité d'Entreprise, qui, par 5 voix contre 0, a voté contre le licenciement des délégués. Depuis le mardi 14, la CFDT a levé l'ordre de grève alors que la CGT l'avait fait il y a plus d'une semaine et encore l'a-t-on appris par la presse.

Les licenciés ainsi que leurs délégués se rencontrent tous les jours pour poursuivre la lutte pour la réintégration de tous les licenciés.

Samedi dernier, à l'appel de la CFDT, (la CGT ne s'y étant associée qu'en dernière minute et n'ayant envoyé qu'un délégué), a eu lieu une manifestation à Strasbourg, regroupant environ 150 travailleurs. Après avoir parcouru les artères principales de la ville, la manifestation s'est dissoute devant la préfecture.

Malgré la faiblesse de la mobilisation, on notait la présence dans la manifestation de plusieurs délégations CFDT de la métallurgie. Les travailleurs de GM, banderoles déployées, ont fait des collectes place Kléber, collectes accompagnées de prises de paroles.

Ces collectes ont été très positives puisqu'elles ont permis de réunir 1 300 F. Un programme de collectes est prévu jusqu'à la fin de cette semaine. Le travail se poursuit aussi en direction de la General-Motors, c'est ainsi que mardi un tract de solidarité a été distribué avec l'appel pour une collecte mercredi.

Enfin, les dispositions sont prises pour mener toutes les actions juridiques nécessaires.

De tout cela il ressort que la mobilisation des licenciés est encore très forte, qu'ils sont décidés à lutter jusqu'à leur réintégration effective. Pour le moins, ils sont décidés à faire en sorte que cette affaire ne tombe pas dans l'oubli et que leur action serve les travailleurs de la General Motors, et de

l'Alsace toute entière.

A la GM même, la maîtrise fait tout pour imposer une ambiance de terreur. Mais le bon accueil réservé aux licenciés lors de la diffusion des tracts montre qu'il sera possible de surmonter cette situation. D'une manière générale, les collectes très fructueuses montrent que les licenciés ne sont pas isolés. L'obstination des licenciés GM à lutter pour leur réintégration entre dans la lignée des luttes dures qui se sont développées ces dernières années en Alsace : Schmumpf, Roth Frères, Clark, Rhône-Poulenc Textiles. Et c'est bien ce renouveau des luttes ouvrières que la bourgeoisie veut briser net aujourd'hui en portant en même temps un coup à la CFDT-Alsace qui, dans son ensemble, a généralement incarné ces nouvelles luttes. Ce conflit marque aussi la faillite totale de la tactique de la CGT qui s'avère incapable de comprendre la situation en Alsace. Déjà minoritaire, elle s'enfoncé encore plus en attaquant systématiquement les travailleurs combattifs. Le résultat c'est qu'à l'heure actuelle à la GM, elle ne regroupe que 2 ou 3 bureaucrates, com-

plètement coupés des travailleurs combattifs et méprisés par les autres.

Pour sa part, le comité de soutien continue à fonctionner ; en plus de l'aide qu'il apporte aux travailleurs de la GM, il s'est aussi fixé un objectif plus large qui est de permettre le débat entre les travailleurs, sans entraves de quelque ordre que ce soit. Il commence malgré tout à déplaire à l'UD-CFDT, puisque dernièrement elle a expulsé de ses locaux un militant du comité de soutien qui pourtant, avait été invité explicitement à participer à cette réunion. Cette invitation avait été faite par les licenciés et des délégués CFDT afin d'assurer une meilleure coordination entre l'action du comité et celle de la section syndicale d'entreprise CFDT de GM.

Pour les jours à venir, les licenciés envisagent un gala de solidarité ainsi que la convocation d'une assemblée générale afin de tirer un premier bilan de cette grève.

Corr. GM. Strasbourg

Laminaires de
Neuves-Maisons (Lorraine) :Les ouvriers
veulent vivre

75 % des ouvriers des laminaires de Neuves-Maisons, sont en grève chaque samedi depuis plus de quatre semaines. Ils réclament la suppression du poste du samedi soir, de 20 h à 4 h (ce secteur est en semi-continu, ils ne travaillent donc pas le dimanche); car ils refusent d'accepter n'importe quelles conditions de travail et de vie.

C'est une revendication avancée depuis très longtemps par les travailleurs. La direction a toujours refusé de l'examiner, invoquant des problèmes techniques insolubles.

Face à la détermination des ouvriers de reconduire leur mouvement, la direc-

tion menace : chômage technique et même licenciements.

Les travailleurs, quant à eux, continuent de penser que la direction a tout à fait les moyens de financer une solution permettant la suppression de ce poste. En 1974, elle a réalisé 17 milliards de bénéfices nets à l'usine de Neuves-Maisons. Ils proposent par exemple la création d'un mélangeur supplémentaire qui permettrait de stocker la fonte le samedi.

Les ouvriers des laminaires ont pu expliquer leur lutte et leurs conditions de travail, l'insécurité, à la grande braderie de Neuves-Maisons, avec un stand de la CFDT.

Verreries Boussois
(Maubeuge) :
toujours en grève

Depuis plus de 15 jours, les 2 000 ouvriers des Verreries Boussois à Maubeuge sont en grève contre le blocage des salaires (prévu jusqu'au 1^{er} avril... 79 %) et les déqualifications massives. Depuis le début de la lutte, plusieurs manifestations ont eu lieu. La direction refuse toujours d'accorder satisfaction aux grévistes. Son argument : c'est ça ou les licenciements. Les ouvriers constatent pourtant que la direction est en train de construire de nouvelles installations pour mettre en route une production supplémentaire, qui coûte des milliards. Cela signifierait pour eux davantage de travail, puisqu'il est toujours envisagé que les effectifs baissent !

Une mise au point de la V.O.

Ne pas confondre
augmentation et réajustement

Inquiétante mise au point dans *La Vie Ouvrière* de cette semaine. Pour l'hebdomadaire de la CGT, il faut distinguer, paraît-il, entre une augmentation des prix et un «réajustement» sans doute en fonction de qui détient le pouvoir dans le pays concerné : «La presse a fait récemment état des hausses de prix en URSS. Il

s'agit en fait du réajustement des prix de plusieurs produits. Réajustement en hausse pour l'essence (+ 100 %), le café (+ 445 %) (...), le chocolat (+ 30 %) . Réajustement en baisse pour les téléviseurs noirs et blancs (- 20 %), les réfrigérateurs (- 15 %)...

C'est sans doute ainsi

qu'ils baptiseront les augmentations que le gouvernement de gauche, s'il arrive à sortir des urnes, nous imposera sans aucun doute ! Car enfin, pour quelle raison la direction de la CGT tient-elle tant à faire cette mise au point ; à propos de l'URSS, qui plus est !



Séguy voudrait-il d'avance justifier des hausses de prix, (aussi inévitables par un gouvernement de gauche que par un gouvernement de droite) qu'un gouvernement de gauche tenterait de camoufler sous des discours sur le «progrès social».

Séguy : «Tout peut changer !»

«Tout peut changer» traitait l'éditorial de Georges Séguy, dans la *Vie Ouvrière* de la semaine dernière. Il y rappelle très clairement les exigences de la CGT par rapport au PS : «C'est dans cet esprit que la CGT s'est prononcée de tous temps pour l'Union de la Gauche, scellée par un Programme commun prenant en charge les revendications essentielles des travailleurs et définissant les réformes économiques propres à les satisfaire». La V.O. de cette semaine, qui a été imprimée avant le premier tour, et l'accord des partis de gauche, réaffirme les mêmes exigences : «Mais c'est son devoir de dire et de faire monter l'exigence d'un accord de la gauche clair sur les objectifs sociaux comme sur les moyens de les atteindre et la formation d'un gouvernement qui ne risque pas d'être, pour les syndicats et les travailleurs, un interlocuteur décevant. Les travailleurs peuvent être sûrs que, jusqu'au dernier moment, la CGT n'a manqué pas à ce devoir».

Et c'est un fait que, dimanche soir, après la publication des résultats du premier tour, le bureau

confédéral de la CGT publiait une déclaration qui allait dans le même sens : «Les travailleurs ont droit aux garanties claires et précises concernant la satisfaction de leurs revendications sociales en matière de salaires et de pouvoir d'achat, d'emploi, de conditions de travail, de retraites, de Sécurité Sociale, de libertés et de droits syndicaux...». Le Bureau Confédéral rappelle sa position sur les nationalisations...

Mais dès l'accord signé par les partis de gauche, le ton changeait aussitôt : le Bureau Confédéral, empiétant le pas du PCF, saluait cet accord, et le commentait ainsi : «Le contenu social et politique de cet accord répond à des préoccupations essentielles des électeurs (...) ils y trouveront, pour une large part, la prise en

compte de leurs revendications les plus importantes et les plus urgentes...»

Est-ce là l'indépendance dont se réclame à cor et à cri la direction de la CGT ? Comment explique-t-elle ce virage à 180 degrés, en l'espace d'une journée ? Quel jeu a-t-elle joué, depuis des mois que durent les querelles de la gauche ? Et dans ces conditions, comment peut-on croire sérieusement les professions de foi de Séguy, qui clame (dans la VO par exemple) qu'il n'est pas question «d'abandonner la moindre parcelle de notre indépendance, de notre autonomie syndicale vis-à-vis du gouvernement et des partis ?»

Monique CHÉRAN

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIERES**Nouvelles de
Franche-Comté****Les élections passent,
le chômage continue****A BELFORT,
148 CHÔMEURS
EN PLUS**

La principale entreprise de bâtiment du Territoire de Belfort, fondée en 1927, qui emploie 148 salariés et une soixantaine de saisonniers a déposé son bilan mercredi dernier. La société Mangano, à la suite de nombreuses entreprises du bâtiment de la région, se trouve en difficulté financière, malgré un carnet de commandes bien rempli et malgré la notabilité du patron qui tenait les principaux postes des chambres et des syndicats patronaux, les banquiers n'ont plus voulu aider cette entreprise. La place est à prendre pour de grosses entreprises extérieures à la région...

**A SAINT-AMOUR,
DANS LE JURA :**

226 chômeurs de plus. Les dernières perspectives de relance d'activités

de l'entreprise métallurgique Fillod du Sud du Jura, se sont envolées avant même les élections. Les travailleurs vont aller grossir les rangs des chômeurs. Depuis des mois on les avait maintenus dans l'expectative.

**A SAONE,
PRES DE BESANÇON**

Aucune solution n'est en vue pour les 60 ouvriers de l'entreprise Léonard.

**A LA PAPETERIE DE
NOVILLARS.**

Grève à 95%. Le 9 mars, les papetiers de l'entreprise La Rochette-Tenda de Novillars ont fait grève à 95% contre le plan d'assainissement. Ils demandent également le maintien des avantages sociaux et la progression du pouvoir d'achat.

Corr. Besançon.

**Nanterre : occupation
pour les vacataires**

Mercredi, 400 agents des impôts ont occupé la direction, pour s'opposer aux licenciements de 14 vacataires prévus pour la fin du mois. Malgré l'intervention de la police, la lutte se poursuit dans tous les centres des impôts des Hauts de Seine.

Le 12 muet

Jeudi, le plus important des centres de renseignements téléphoniques, celui de Paris Brune, était en grève pour l'augmentation des effectifs et de meilleures conditions de travail.

La CAF devant Matignon

46^e jour de grève : les techniciens de la CAF manifestent devant Matignon. Les négociations sont toujours bloquées.

Centrale nucléaire de Braud Saint-Louis

**MALGRÉ L'INTERVENTION
POLICIERE,
LA LUTTE CONTINUE**

● Les 1 200 travailleurs du chantier de la centrale nucléaire de Braud Saint-Louis sont en grève depuis le 27 février. Ils réclament l'augmentation de leurs salaires et 17 F de plus sur leurs indemnités de déplacement.

Ces travailleurs, en majorité immigrés, ont participé massivement aux piquets de grève qui bloquaient toutes les entrées du chantier.

Lundi, dès 7 h du matin, c'était 400 personnes qui étaient regroupées devant l'entrée et qui voulaient s'opposer justement à ce que les patrons récupèrent ce «matériel» à savoir de gros engins de chantier, pelles mécaniques, engins Caterpillar etc... La direction CGT, elle, opta pour la levée du piquet de grève et la restitution du matériel et des engins, donnant comme explications aux travailleurs décontenancés : «C'est inutile, cela coûte très cher aux petits patrons, il faut laisser sortir les engins pour qu'ils puissent travailler sur d'autres chantiers...»

Interrogée sur le fait que cette décision avait retiré un moyen de pression important pour la lutte des travailleurs, on nous a ré-

pondu à l'Union départementale CGT de Bordeaux : «On a dit pas de bagarres, menons notre lutte, restons fermes sur nos positions mais pour autant... bon ; il a fallu s'expliquer avec les travailleurs immigrés, ils ne comprenaient pas ce n'est pas toujours facile !»

Visiblement, la direction CGT est plutôt gênée par ce type de grève, qui bloque la construction d'une centrale nucléaire : à quelques jours du deuxième tour. Il y a 6 mois environ, la direction CGT avait ouvertement saboté une première lutte sur ce chantier.

Cette fois, elle le fait plus subtilement, en organisant son étouffement : samedi, les grévistes descendus à Bordeaux pour populariser leur lutte, n'ont

reçu que 3 500 tracts environ, diffusés en quelques minutes rue Sainte Catherine. Sur place, la CGT participe au piquet de grève, mais elle y fait surtout de la présence. Et quand la police et les autorités locales orchestrent une campagne raciste contre les travailleurs immigrés massivement en grève, les accusant de venir semer le trouble, de «vouloir refaire ici le FN», elle n'organise aucune riposte à cette campagne de division. Déjà, de nombreux travailleurs combattifs l'ont quittée. C'est bien ce qui la contraint à garder certaines apparences, de peur de se déconsidérer davantage.

Cette attitude de mépris pour les travailleurs et de totale compréhension des problèmes patronaux n'a pas produit les résultats escomptés. Les travailleurs ont en effet participé encore plus massivement à l'assemblée générale.

Lundi le patron proposait aux grévistes un vote sur des miettes : 3% d'augmentation et 3 F pour l'indemnité de dépla-

cement. Voyant clairement la manœuvre de division, les travailleurs ont refusé ce vote. C'est le lendemain, mardi à trois heures et demi du matin, que les forces de l'ordre sont intervenues : 5 cars de CRS pour évacuer le piquet de grève et permettre l'entrée de l'équipe du matin. En réalité seuls quelques cadres et des petits patrons venus récupérer leur «matériel» sont entrés sur le chantier, les cars de ramassage des ouvriers sont arrivés vides !

Des initiatives sont prises pour populariser la grève dans toute la région et gagner le soutien de la population. Les travailleurs qui ont constitué un comité de grève très dynamique sont bien décidés à obtenir la satisfaction de leurs revendications, face à l'intransigeance de la direction. La section EDF-CFDT a envoyé un télégramme de soutien, dénonçant l'intervention des forces de police.

Catherine MEGEVAND

**Nantes :
LE PS
CONTRE LES POMPIERS**

● Cela fait maintenant plusieurs mois que les pompiers de Nantes sont en lutte. Non pas bien sûr en grève totale, mais ils ont pris un certain nombre de moyens pour faire connaître leurs revendications : sur les camions rouges, ils les ont inscrites au blanc d'Espagne : réduction du temps de travail hebdomadaire (56 h au lieu de 84), et augmentation des effectifs des pompiers. Depuis le début, la municipalité PS de Nantes fait la sourde oreille. Elle a même réussi à débaucher FO et la CGT, dont les dirigeants sont plus qu'amis avec le maire : c'est qu'on est en période électorale !

Depuis plusieurs semaines donc, seule la CFDT et une grande partie des pompiers poursuivent le mouvement. Ils font signer une pétition à la population de Nantes, dans laquelle ils rappellent leurs revendications et l'intransigeance de la mairie PS. Elle se termine ainsi : «En signant la pétition qui vous est proposée, vous soutiendrez l'action des sapeurs pompiers, seule vraie condition à l'amélioration de votre sécurité. La sécurité, c'est l'affaire de tout le monde».

Les pompiers sont allés voir les ouvriers des grosses boîtes de Nantes, les Batignolles, les ACB, ils sont allés sur les marchés et dans la rue, pour faire

signer la pétition. Ils comptent bien l'envoyer à la mairie entre les deux tours des élections.

Cette action qui rencontre la sympathie de la population met la municipalité en fureur. Elle se saisit de tous les moyens pour réprimer : les pompiers avaient fait une manifestation devant la mairie, en sortant toute leur «artillerie». Trois semaines après cette manifestation gênante, une fois l'unité syndicale rompue, la mairie convoquait 13 pompiers qui avaient participé «sur le temps de service».

Le délégué, quant à lui, a droit à des mesures spéciales : il risquait une mise à pied, ou plus,

jusqu'à une éventuelle exclusion définitive !

Les pompiers ont décidé d'accompagner leurs camarades à cette convocation. Pour eux, la mairie PS se comporte comme n'importe quel patron, et ce n'est pas nouveau : elle refuse même d'appliquer un protocole signé na-

tionalement, alors qu'elle s'y est engagée ! Conditions de travail scandaleuses pour les pompiers, sécurité insuffisante pour la population, répression contre la lutte, voilà la politique suivie par le PS, en pleine période d'élections. Qu'est-ce que ce sera après !

La lettre de la mairie PS

Monsieur,

Votre Chef de Corps m'avait informé en son temps que malgré son opposition formelle, vous aviez abandonné votre poste le 27 janvier 1978 et utilisé des véhicules de secours et d'incendie pour vous rendre la Mairie alors que vous aviez un service à assurer.

Votre attitude est inqualifiable et je pourrais à juste titre considérer qu'elle relève de la totale indiscipline. Je veux bien toutefois tenir compte des circonstances qui ont entouré cette manifestation et considérer en le déplorant que vous vous êtes laissé entraîner à commettre un acte irréfléchi.

Cet acte porte gravement préjudice, auprès de la population nantaise, à l'image de marque des Sapeurs-Pompiers. Mais dans un but de conciliation, je fais une dernière fois appel à votre conscience professionnelle, persuadé que vous saurez mettre un terme à de pareils excès.

Le maire : Alain Ghénard

Plainte du Syndicat de la Magistrature contre Peyrefitte et Bonnet

«CIRCULAIRE ARENC» : DES MINISTRES HORS LA LOI !

Le Syndicat de la Magistrature a déposé une plainte samedi contre Peyrefitte, Garde des Sceaux, et Bonnet, ministre de l'Intérieur, «pour acte attentatoire à la Constitution dans l'exercice de leurs fonctions». Le 21 novembre 77, ceux-ci tentaient de mettre fin à la lutte contre la prison clandestine d'Arenc et les expulsions abusives, en «légalisant» la détention d'étrangers, ayant fait l'objet d'un arrêté d'expulsion, pendant sept jours. La circulaire entrant en vigueur le 15 janvier 78, le dépôt d'Arenc perdait le caractère clandestin, qu'il avait depuis 74. Le pouvoir se donnait les moyens d'appliquer les mesures Stoléro, en intensifiant les expulsions arbitraires de travailleurs immigrés, qui rejetaient «l'offre» mesquine du «million».

Le Syndicat de la Magistrature estime que la disposition prise par les deux ministres complices doit relever du domaine du pouvoir législatif (par une loi votée à l'Assemblée Nationale), car, selon l'article 34 de la Constitution : «L'incarcération par la seule autorité gouver-



La prison clandestine d'Arenc quadrillée par les flics.

nementale des personnes auxquelles il n'est reproché ni crime, ni délit, ressort du domaine des libertés publiques». La circulaire interministérielle serait donc illégale. A cela rien d'étonnant, la bourgeoisie se donne toujours les moyens d'appliquer des mesures qu'elle juge nécessaires à la sauvegarde

de ses intérêts. Mais la plainte déposée par le Syndicat de la Magistrature permettrait de faire reculer, au moins provisoirement, le pouvoir, si elle passe les nombreux barrages qui seront dressés pour empêcher sa recevabilité. La procédure engagée par les magistrats, est en effet tout à fait exceptionnelle, et c'est la première fois qu'elle est engagée sous la 5^e République. Il est vrai que le mouvement d'opposition du Syndicat de la Magistrature est encore récent et que la Constitution de 1958 donnait déjà beaucoup de pouvoir aux membres du gouvernement. En dernier lieu c'est la Haute Cour, saisie par le procureur général de la cour de cassation, qui jugera, sur un acte d'accusation dressé par une commission législative. A noter que la Haute Cour est composée de parle-

mentaires et qu'elle est seule compétente à juger des crimes et délits commis par des membres du gouvernement pendant l'exercice de leurs fonctions. Si la demande du Syndicat de la Magistrature est jugée recevable, ce qui n'est pas évident, elle pourrait donner l'occasion d'une bataille entre partis de droite et de gauche. Il sera alors intéressant de suivre le jeu du PS : Defferre, rappelons-le, dans un projet confidentiel, proposait le transfert de cette prison à Toulon ; et celui du PCF qui dénonçait très mollement Arenc, sans jamais participer aux mobilisations pour en exiger la fermeture. Pourtant le Syndicat de la Magistrature est optimiste, «la plainte est très solide sur le fond», et pense que la procédure a des chances d'aboutir.

Pierre CHATEL

Le double meurtre de la rue de Saint Mandé : le flic est libre le père des victimes partie civile

Après que ses deux fils aient été abattus par un motard de la police municipale, lundi, M. Chaussin a décidé de se porter partie civile, et de faire appel auprès de la chambre d'accusation de Paris. Le policier qui a tué les deux jeunes gens n'a été inculqué que de «coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort, sans intention de la donner». Il demande que l'information judiciaire soit menée «pour homicide volontaire». Il semble bien en effet que le policier ait tiré «pour tuer les frères Chaussin», comme le dit l'avocat de leur père, Maître Kyzmialx. Quant au policier flingueur, il a été remis en liberté provisoire, après 48 h de garde à vue !

Institut Médico-Educatif de Ville-en-Selve

Troisième semaine de grève

Plus de 70 travailleurs sociaux de l'enfance inadaptée ont manifesté dans les rues de Reims, mardi 7 mars, à l'appel des travailleurs de l'Institut Médico-Educatif de Ville-en-Selve, en grève contre les licenciements et les contrats temporaires. La lutte en est aujourd'hui à sa troisième semaine.

L'I.M.E. accueille des enfants dits «débiles», terme qui recouvre en fait des «cas sociaux». Ouvert essentiellement à des fins de prestige personnel par Varache, le directeur de la C.P.A.M., il a coûté pas moins de 2 milliards AF, pris sur les cotisations des travailleurs : quant à ceux qui y travaillent, plus de la moitié gagne moins de 2 000 F. Dès le départ, ils ont été embauchés avec des contrats temporaires ; pratique illégale mais Varache ne s'est jamais montré très soucieux de légalité... Division du personnel, chantage permanent au chômage et à la non-titularisation, voilà comment la direction s'est comportée jusqu'ici. Actuellement, presque tous les membres du personnel éducatif sont licenciés à l'issue de leur contrat, sous prétexte qu'ils n'auraient pas assez de diplômes ou de «compétence» pour être titularisés. Tandis que les travailleurs s'organisent en montant une section CFDT, la direction a tenté une diversion, en créant de toutes pièces une section CGT «maison» ; calomnies contre les salariés en lutte, promesses de titularisation aux autres, constituent l'activité de cette étrange

section. Malgré cette nouvelle opération de division, les travailleurs, dans leur majorité, sont entrés en lutte pour la titularisation de tous et la suppression des contrats temporaires. D'autres revendications sont exprimées : congés scolaires payés pour tous, hausse du coefficient de 120 à 135 pour les éducateurs pré-stagiaires. Refuser les licenciements, cela veut dire aussi refuser l'instauration par la direction d'une pédagogie d'insécurité pour les enfants : les travailleurs licenciés sont ceux qui depuis le début s'opposent à la direction sur ce terrain.

En traitant d'antiques et démodées, ces revendications, en cautionnant la présence d'une direction réactionnaire dans une section syndicale CGT, en reprenant à son compte les arguments de la direction du centre pour licencier, et en ne proposant que d'illusoire reclassements à la Sécurité Sociale, le syndicat CGT des organismes sociaux a adopté une attitude franchement hostile à la lutte des travailleurs de l'I.M.E. Aussi, le «soutien» que le candidat du PCF, Lamblin, dans la 1^{re} circonscription de la Marne qui comprend Ville-en-Selve a apporté aux travailleurs pendant sa campagne électorale a-t-il suscité une sérieuse défiance : son suppléant n'est autre en effet que Borchini, permanent CGT...

Mais, avec le soutien des centres de la région, la lutte continue.

D'après un texte de la section CFDT

Une équipe de Radio Verte Fessenheim interceptée par la police allemande

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

«Deux personnes de l'antenne locale de Lorrach (RFA) qui émettaient vendredi soir 10 mars la 37^e émission de Radio Verte Fessenheim Dreyeckland ont été arrêtées par la police allemande au bout de 45 minutes de diffusion. Peu après 19 h 45, un important dispositif policier a été mis en place à proximité du lieu d'émissions découvert par des voitures de la «Bundespost» (PTT). Toutes les voies d'accès ont été barrées. Vers 20 h 30, de puissants projecteurs ont été braqués en direction de l'émetteur. La police a intercepté tout le matériel et a arrêté deux personnes se trouvant à proximité. Après un interrogatoire, qui a duré plusieurs heures pour l'une d'entre elles, les deux personnes ont été relâchées, mais sont poursuivies pour flagrant délit de diffusion interdite d'une émission de Radio verte Fessenheim Dreyeckland.

R.V.F. Dreyeckland, représentant l'ensemble des 27 antennes locales d'Alsace, de Bade et de la Suisse du Nord, proteste contre ce

type de procédés, exige la restitution du matériel intercepté par la police allemande et rappelle qu'émettre est un droit fondamental de tout individu tel qu'il est défini dans la convention européenne des droits de l'homme que la RFA a ratifiée tout comme la France et la Suisse.

R.V.F. considère ces incriminations comme une atteinte à cette liberté et appelle toute la population du Dreyeckland à manifester son soutien à Radio verte Fessenheim Dreyeckland. Lettres et dons pour remplacer le matériel intercepté sont à adresser à Alain Boos, école de Kutzenhausen, 67 250 Soultz sous Forêts.

Malgré cette arrestation, R.V.F. continuera à émettre tous les vendredis soirs pour le Sud de l'Alsace, du pays de Bade et pour la Suisse du Nord, ainsi que tous les samedis soirs pour les régions de Colmar, Selestat, Strasbourg, Fribourg... à partir de 19 h 45 entre 100 et 104 MHz (modulation de fréquence ou UKW).»

Ecole Normale de Digne

Le mouvement continue

A l'Ecole Normale de Digne, le mouvement de grève entamé depuis le 2 mars, se poursuit sur une initiative de l'EN d'Aix-en-Provence. Pourtant, le vote quotidien pour la reconduction de la grève du 14 mars était négatif. Le directeur de l'EN de Digne refusant les modes d'application que les normiens exigeaient pour la reprise des cours, le vote du 15 mars décidait de la reprise du mouvement avec 70 % des élèves. Ceux-ci, outre les revendications sur la base de la plate-forme «nationale», (cf QdP du 15 mars) réclament le fonctionnement de l'EN sur le modèle mis en place pour la grève : assemblée générale tous les matins, travail en commissions (au nombre de huit) puis confrontation du résultat de ces com-

missions. De même, le principe de l'auto-évaluation n'est guère prisé par le directeur, les profs ne montrent aucun enthousiasme à le voir appliqué, touchant trop profondément à leur autorité. Tout le groupe participant à l'évaluation de la note, le prof au même titre qu'un élève. Pour l'instant l'inspection d'Académie reste sourde à toute revendication, il est vrai que le ministre de l'Education nationale demeure en sursis jusqu'au prochain tour des élections, et dans ce cas la gauche, en cas de victoire, hériterait d'un problème qui devient plus pesant chaque jour, d'où les manœuvres qu'elle opère pour briser la lutte, où comme à Aix elle réussissait, au moins provisoirement (?), l'interruption du mouvement.

PCF, PS, MRG ET LES RACISTES D'AFRIQUE DU SUD

Que fera la gauche si elle arrive au pouvoir ?

Un dossier du mouvement anti-apartheid, «campagne anti-ouspan».

●A l'heure des échéances électorales de mars 78, le mouvement anti-apartheid «campagne anti-ouspan» a tenu à interroger les partis de gauche en France, sur ce que serait leur attitude à l'égard du régime raciste d'Afrique du Sud, dans l'éventualité de leur arrivée au pouvoir.

Tant sur la livraison de centrales nucléaires, la livraison d'armes que les relations économiques, les réponses du PCF, du PS, du MRG sont particulièrement inquiétantes. On sait que Kanapa, de la direction du PCF, avait répondu à l'occasion d'une récente conférence de presse donnée place Colonel Fabien, à propos du maintien ou pas des relations avec

l'Afrique du Sud, que le PCF au pouvoir, tout en développant des relations avec de nouveaux pays négligés actuellement par l'impérialisme français en Afrique, ne ferait pas de «discrimination», autrement dit chercherait aussi à maintenir les relations actuellement existantes pour le bénéfice de l'impérialisme français.

Nous publions ici, en tribune libre, des extraits du commentaire fait par le mouvement anti-apartheid «campagne anti-ouspan» sur ces prises de positions de la gauche au sujet desquelles peu de «publicité» a été faite jusqu'ici.

pos, nous aimerions savoir comment l'on comptabilise, par exemple, le manque à gagner d'une politique de coopération ouverte avec l'Afrique du Sud ? Il est à craindre que lesdites «contraintes» économiques n'interviennent toujours dans le même sens, et que l'argument en soit à satiété disponible pour renvoyer les demandes des mouvements de libération, dont celles que nous mettons pour notre compte en avant, au ciel des propositions utopiques. Ce serait trop facile. Reste enfin, qu'entre la détermination notée plus haut en faveur d'une politique de pression économique précise et ces considérations «réalistes», nous aimerions savoir l'exacte compatibilité...

L'EMBARGO SUR LES ARMES

En cette matière, les réponses ne souffrent aucune ambiguïté : il sera total. Reste le problème de la définition de ce qui est militaire et de ce qui ne le serait pas, particulièrement par rapport à un régime qui entend mettre en place dès aujourd'hui une «économie de siège» et qui s'est d'ores et déjà donné les moyens légaux de réquisitionner les entreprises étrangères à cette fin.

En conclusion, que faire d'autre que d'en appeler à une intensification de notre action anti-apartheid ? Ces réponses, aux insuffisances tellement notoires, même si nous ne voulons pas ne retenir que celles-ci, nous rappellent que nous avons, comme on dit, du pain sur la planche, si nous voulons arriver à ce qu'un gouvernement de gauche détermine une politique à la fois sérieuse et audacieuse d'isolement du régime raciste de Vorster — et bien sûr, de Ian Smith —, et de soutien aux luttes de Libération en Afrique Australe. Loin de nous décourager, ces réponses même en ce qu'elles ont pour nous de négatif, renforcent notre détermination. Nous l'avons toujours pensé et nous l'avons toujours dit : seule une pression sans faille de l'opinion populaire en faveur d'une telle politique obtiendra que ces exigences ne soient pas mises au rencart des décisions secondaires et trop problématiques. Pour ce faire, seule une pression accentuée des militants anti-apartheid pourra continuer de sensibiliser l'opinion pour qu'elle soutienne aussi de telles revendications, à côté de celles que les médias et la propagande politique mettront toujours au premier plan.

Notes

- (1) M. Martin Verlet : «La collaboration des gouvernements français et sud-africain dans le domaine nucléaire». Commission d'enquête pour l'Apartheid. Paris. Janvier 1977. 2^e session.
(2) : L'Afrique du Sud dans l'internationale nucléaire. Les responsabilités de la France». Apartheid Non ! n° 22, 34 p. A Commander (5) à Apartheid Non ! 46 rue de Vaugirard, 75 006 Paris.

LE NUCLÉAIRE ET LA CENTRALE DE KOEBERG

(...) Les silences et les formules embarrassées là où des prises de position parfaitement claires sont tout à fait possibles, en disent plus long, négativement, que ce qu'elles tentent de formuler. Puisque ni le PC, ni le PS ne s'engagent à ne livrer la centrale de Koeborg et qu'on peut être assuré qu'ils le diraient avec toute la limpidité voulue si telle était leur intention, on peut en conclure qu'ils s'apprentent à livrer la centrale. Si nous faisons erreur, qu'ils publient au plus vite des démentis. Nous les reproduisons.

Alors qu'en 1977, M. Lionel Jospin nous déclarait : «Pour ce qui est des centrales nucléaires, il est selon moi exclu qu'un gouvernement de gauche puisse poursuivre la politique de coopération nucléaire engagée par le gouvernement actuel avec l'Union sud-africaine» (Apartheid, Non ! n° 13, février 1977), il nous dit maintenant qu'il fera «réexaminer» cette question par un gouvernement de gauche.

Le PC, lui, semble vouloir suspendre toute décision au fait de savoir si la centrale peut être, oui ou non, utilisée à des fins militaires. Ce disant, il sait très bien que le problème restera entier et que toutes les portes sont ouvertes puisque, sur le plan contractuel, toutes les garanties sont là, mais qu'en retour rien ne garantit l'application de ces garanties. M. Verlet est le dernier à qui l'on doive le rappeler, lui qui le précisait lors de la seconde session de la Commission d'enquête sur l'apartheid qui s'est tenue à Paris en janvier 1977 : «Le contrat prévoit, écrivait-il, que l'A.I.E.A. exercera son contrôle : mais l'efficacité de celui-ci dépend de la volonté de l'Etat concerné à s'y soumettre (...)

Lorsque le 6 octobre 1976, M. Scalabre, représentant de la France à l'ONU, proclame «l'impossibilité absolue» pour l'Afrique du Sud de progresser en quoi que ce soit vers l'obtention d'une capacité nucléaire militaire grâce au fonctionnement de la centrale de Koeborg, il travestit la réalité» (1)

On n'a donc pas avancé d'un pouce. Ce serait même le contraire qui serait plutôt vrai, et nous restons avec toutes nos préoccupations que nous avons formulées, dans notre dernier numéro «spécial nucléaire» (janvier 1978) (2).

L'ACTION ECONOMIQUE

En matière économique, rien

de précis ne nous est dit par le PCF quand il préconise que le gouvernement arrête toute assistance financière à l'Afrique du Sud. A proprement parler, il n'existe pas d'assistance financière publique, explicite, de l'Etat français à l'Etat sud-africain, comme il peut en exister pour d'autres pays. Ce qui existe dans ce domaine, ce sont des systèmes de garanties aux investissements à l'étranger — dont l'Afrique du Sud — et des crédits accordés par les banques nationalisées (BFCE, BNP, Crédit Lyonnais, Société Générale) à des opérations avec l'Afrique du Sud. La formule du PCF veut-elle donc dire que la Coface, qui gère pour le compte de l'Etat Français le fond d'assurances garantissant les investissements à l'étranger, ne garantirait plus

Sud. Les pays africains préparent une résolution en ce sens mais elle n'a pas encore été soumise à la discussion ni au vote. D'ailleurs, la formule du PCF demande là-dessus à être explicitée : n'entend-il qu'appliquer les résolutions qui seraient formellement adoptées par l'Assemblée Générale, ou prévoit-il de le faire pour celles qui recueilleraient un consensus quasi-général, mais seraient victimes d'un vote négatif des grandes puissances occidentales ? En ce cas, est-il prêt, conformément à la résolution 31.6.H adoptée le 9 novembre 1976 par 110 voix, pour, 6 contre (dont la France) et 24 abstentions, à prendre des mesures pour «interdire tout prêt et tout investissement en Afrique du Sud, par les banques et les

plusieurs reprises, ne vouloir établir de «discrimination» économique avec quiconque. De deux choses d'une : si l'on répond positivement aux questions que nous venons de poser — et c'est nécessaire pour que l'arrêt de l'assistance financière signifie quelque chose — alors le PCF pratiquera une politique de discrimination envers l'Afrique du Sud ; ou bien, il entend poursuivre les relations commerciales et ne pas décourager les investissements en RSA pour ne pas faire de discrimination, et l'arrêt de l'assistance financière est une formule aussi vide que trompeuse. Nous aimerions savoir.

En matière économique encore, la formulation extrêmement prudente du Parti socialiste laisse entrevoir une réorientation progressive de la politique des échanges avec l'Afrique du Sud. Par contre, le PS déclare sans la moindre ambiguïté, — et c'est tout à fait nouveau par rapport aux déclarations de L. Jospin en 1977 — vouloir arrêter les investissements en RSA des firmes nationalisées et supprimer les garanties aux investisseurs privés voulant opérer en Afrique du Sud. Là nous sommes au clair : le PS est pour une politique de pression économique internationale à l'encontre de l'Afrique du Sud, et, dans ce cadre, il engagerait dans des démarches positives un gouvernement de gauche auquel reviendrait de prendre aussi indépendamment des mesures en ce sens. On ne peut que se féliciter de cette détermination — c'est, incontestablement, le fait le plus positif de l'ensemble — tout en s'inquiétant de la contradiction qui semble devoir sur ce point lier le PC et le PS...

Cela dit, s'agissant globalement des échanges et des relations économiques franco-sud-africaines, il faut demander au PS où commencent et où finissent les «contraintes d'emploi» et lesdites «nécessités techniques et financières de l'économie française» dont il fait état pour ne pas s'engager à la légère en faveur d'une rupture immédiate et totale de ces relations. La livraison de la centrale de Koeborg fait-elle partie des conditions indispensables du «maintien en fonctionnement de notre économie ?» Et les contrats relatifs au charbon ? Et tant d'autres ? De telles formules font planer un brouillard épais sur le programme socialiste, et l'on se doute que les experts économiques du PS doivent avoir d'autres idées sur les contraintes économiques chargées de pondérer les «idéaux» politiques... A ce pro-

Le mouvement anti-apartheid «campagne anti-ouspan» (C.A.O.) s'est donné pour objectif d'informer les masses françaises le plus largement possible sur la réalité politique en Afrique australe et sur le soutien du gouvernement français aux pouvoirs minoritaires blancs de la région, et de mettre ainsi à l'ordre du jour des partis et des organisations de masse de la gauche française l'isolement des régimes minoritaires blancs.

A l'approche des élections, le mouvement anti-apartheid C.A.O. a voulu faire le point avec les partis de l'Union de la gauche sur les mesures qu'ils comptent prendre dans ce domaine en cas d'arrivée au pouvoir. Le dossier en a été publié dans le dernier numéro de la «C.A.O. Apartheid-Non» (n° 23).

La rédaction du Quotidien du Peuple ayant proposé à «Apartheid-Non» de reprendre des extraits de ce dossier en tribune libre, nous le faisons volontiers rappelant que la lecture du commentaire des positions du PCF et du PS qu'on trouvera ci-dessous ne peut remplacer celle des positions officielles de ces partis ainsi que du MRG, publiés dans le même numéro de notre journal.

«Apartheid-Non»

les investissements français en Afrique du Sud, qu'il s'agisse des firmes nationalisées ou privées ? Veut-elle dire que les banques nationalisées n'accorderont plus de crédits acheteurs à des clients sud-africains, ni de crédits fournisseurs à des sociétés françaises commerçant avec l'Afrique du Sud ? Est-ce qu'elle veut dire que, dans le cadre d'une politique de nationalisation du crédit, tout investissement réalisé par une entreprise française en Afrique du Sud ne bénéficiera plus d'aucun crédit jusqu'à présent accordé par le Crédit National ou d'autres établissements financiers ?

Autre problème : le PCF déclare vouloir appliquer les résolutions de l'ONU en ce domaine. Or, il faut savoir qu'il n'existe encore aucune politique de sanctions économiques semblables à celles qui fut votée à l'encontre de la Rhodésie, qui ait été adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU contre l'Afrique du

entreprises françaises, dans le cadre d'une législation nationale ? Mieux, soutiendra-t-il comme entend le faire le PS, la résolution pour une interdiction des investissements en Afrique du Sud présentée par la Suède ?

On peut craindre, si l'on prend au sérieux, comme il se doit, le refus de «substituer une discrimination à une autre», qu'en ces deux domaines fondamentaux pour la politique à l'égard de l'Afrique du Sud, du nucléaire et de l'économie, le PCF ne soit susceptible de la critique qu'il adressait, par la voix de M. Verlet, à la politique du PS vis-à-vis du Tiers Monde, lors de la conférence de presse du 26 janvier : qu'il «ne s'appuie pas sur une politique vraiment novatrice» et que «les conceptions qu'il met en avant ne rampent pas fondamentalement avec celles mises en œuvre par le gouvernement actuel»...

La question se pose d'autant plus que le PCF a déclaré, à

LIBAN : LE GÉNOCIDE

Mercredi soir, le commandant en chef de l'agression israélienne, le général Gour déclarait : « Nous avons décidé de nettoyer une fois pour toutes le Sud-Liban des concentrations de terroristes. Nous continuerons de le faire aussi longtemps que nous l'estimerons nécessaire et que personne ne le fera pour nous ».

Tout a commencé aux environs de minuit mardi soir : l'OLP annonce à Beyrouth que de violents combats ont commencé autour des localités de Bint Jbeil et Maroun-Ras au Sud-Liban où les forces palestiniennes disposent de bases. Rapidement, toute la frontière s'embrase : l'aviation et l'artillerie lourde israéliennes pilonnent les localités du Sud-Liban où les fedayins disposent d'unités. Des troupes sont débarquées au sud de Tyr. Au total, 30 000 hommes sont engagés par les sionistes dans une véritable invasion du Sud-Liban pour combattre une force estimée à 5 000 Palestiniens. Les agresseurs ont concentré leurs attaques en trois axes :

— Le long de la côte en direction de Tyr, pour détruire les positions palestiniennes sur le littoral.

— Dans la région de Bint Jbeil, Maroun Er Ras, dans le but de détruire les positions palestiniennes dans la zone de la frontière.

— Dans la région de Kham, Marjayoun qui ouvre la voie en direction de l'Arkoub et du Mont Hermon, appelée par les sionistes « Fathaland », considéré : comme le point le plus important pour les Palestiniens.

L'objectif du rouleau compresseur israélien est bien sûr de détruire les positions palestiniennes. Instruits de leur défaite



Damour, à 20 km au Sud de Beyrouth, rasé par l'aviation israélienne. C'est ici qu'étaient rassemblés de nombreux Palestiniens après la destruction du camp de Tall El Zaatar en août 1976.

face aux Palestiniens à l'automne dernier, les troupes israéliennes ont réuni tous les éléments pour garantir leur supériorité : rapport numérique de un à six, supériorité en armement indiscutable : blindés, aviation, artillerie lourde, marine, pour être certains d'y parvenir. Il se peut cependant que les combats durent plus longtemps que ne le souhaitent les Israéliens : depuis mercredi soir, les Palestiniens venus du Nord du Liban ainsi que des progressistes libanais, notamment les « Mourabitounes », commencent d'arriver au Sud renforcer les unités qui ont supporté la première vague d'assaut.

Pour les Israéliens, les objectifs militaires ne sont qu'un élément d'un ensemble plus important : régler la question palestinienne en éliminant physiquement les Palestiniens.

LES OBJECTIFS CIVILS DE BEGIN

Dès trois heures du matin, mercredi, le camp de Rachidieh était bombardé. Les Palestiniens avaient pu l'évacuer auparavant. 40 enfants et vieillards seront cependant tués. Ce fut bien pire à Borj el Chemali, à l'Est de Tyr : 2 500 personnes se trouvaient dans le camp lorsque les bombardements ont commencé. Elles ont passé la journée dans les abris. Le soir, on savait seulement qu'il y avait « de nombreuses victimes ». Les réfugiés palestiniens qui avaient été chassés vers le Sud par les massacres organisés par la droite libanaise, ainsi que les civils libanais, repartirent vers le Nord pour échapper aux bombes israéliennes.

Ce fut le massacre de Damour. Mercredi à midi, alors que Damour, où s'étaient réfugiés les habitants de Tall el Zaatar, reçoit les gens qui remontent du Nord, alors que les routes sont encombrées, les avions israéliens bombardent, mitraillent, lâchent des roquettes. Dans l'après-midi, la ville de Tyr est à son tour bombardée. Le camp d'Ouzal, à 3 kilomètres au sud de Beyrouth, était transformé en un tas de ruines. Les camps de Sabra, Borj el Barajneh, les camps qui rassemblent le plus grand nombre de réfugiés, sont également bombardés.

LA « CEINTURE DE SECURITE » DU SUD-LIBAN

Comme un conquérant, Begin paraît en début d'après-midi au Sud-Liban où il faisait une tournée d'inspection. Depuis longtemps, les Sionistes pré-

tendent à un droit de regard sur toute la région qui s'étend jusqu'à la rivière Litani. En respectant cette ligne rouge et en ne la dépassant pas lors de leur intervention au Liban, les troupes syriennes l'ont en quelque sorte officialisée. Pas à pas, Israël a créé un état de fait que l'agression de mercredi est venue renforcer. L'objectif israélien n'est cependant pas de s'emparer à tout prix du Sud : en chassant les Palestiniens du Sud, il les prend en tenailles avec la droite libanaise au Nord.

En outre, la liberté d'action de la Résistance Palestinienne est limitée au Nord à la suite de la guerre du Liban. Ainsi, ils comptent sur les forces se trouvant au Liban pour achever la liquidation de la Résistance. La passivité de l'armée syrienne devant l'invasion israélienne est à cet égard inquiétante.

Les Israéliens n'envisagent pas pour l'instant une occupation permanente du Liban par leurs propres troupes. « Lorsque les bases de fedayins du Sud-Liban auront été éliminées, nous relierons les enclaves chrétiennes de la Méditerranée au Mont Hermon pour former une ceinture de sécurité à la frontière israélo-libanaise ».

Ainsi, tout en étendant leur protectorat sur le Sud-Liban, l'objectif des Israéliens est également de rassembler autour d'eux le maximum de forces non-israéliennes. Le massacre des Palestiniens, la liquidation de la Résistance avec l'aide, la complicité ou la neutralité du plus grand nombre de forces y compris parmi les Arabes garantirait aux yeux d'Israël la possibilité de s'imposer encore longtemps aux peuples arabes.

Grégoire CARRAT

Informations transmises par l'agence Wafa après le début de l'offensive sioniste

« LES FORCES ISRAËLIENNES TRAVERSENT LA FRONTIÈRE ET LANCENT UNE ATTAQUE D'ENVERGURE PAR MER, AIR ET TERRE »
(Beyrouth, 15 mars 1978 - Wafa)

« Selon les nouvelles importantes des communiqués militaires du Commandement central des forces conjointes publiés entre minuit et 7 heures du matin aujourd'hui : après huit heures de combats acharnés au cours desquels 30 bombardements de l'aviation israélienne ont eu lieu, nos forces conjointes affrontent héroïquement les attaques aériennes, de terre, et navales israéliennes. L'armée israélienne n'a pu réaliser aucune avancée notable... »

Les forces israéliennes ont traversé les frontières libanaises à minuit avec au moins 25 000 hommes répartis en 5 brigades, qui ont commencé par mener l'attaque par terre sur 5 axes :

- 1 - Ras el Naquoura en direction de Sour, le long de la côte
- 2 - Yarin, en direction de Teir Harfa
- 3 - Maroun el Rass, en direction de Bint el Jbeil
- 4 - A'Daysa en direction de Taibé
- 5 - Marjayoun, en direction de Blat, Ibl El Saqi et Kham.

« LES FORCES CONJOINTES FREINENT L'AVANCE ISRAËLIENNE PAR DES COMBATS ACHARNES »
(Beyrouth, 15 mars 1978 - Wafa)

« Après 12 heures de combats acharnés contre les forces israéliennes estimées entre 25 000 et 28 000 soldats, soutenus par les tanks, l'artillerie, l'aviation et les forces navales, les forces conjointes de la Révolution Palestinienne et du Mouvement National Libanais ont réussi à empêcher l'ennemi d'avancer d'une manière notable, le long des principaux axes de cette attaque sur un front de 100 km. »

Les bombardements acharnés de l'aviation israélienne et ceux meurtriers de l'artillerie sur les villes, les camps de réfugiés, les villages et les routes ont accompagné l'attaque massive israélienne la plus grande jamais lancée contre le Liban ou la Révolution Palestinienne.

D'après le dernier rapport du Commandement Général des forces conjointes, les troupes ennemies ont été stoppées dans leur avance sur la côte, face à Al Bayadha, par la résistance acharnée des combattants des forces conjointes.

Plus loin, à l'est, des combats corps à corps se déroulent à l'intérieur de la ville de Bint el Jbeil et dans le village de Taibé, principale cible de l'armée israélienne.

Dans la région d'El Arkoub, à l'extrême est, les forces conjointes ont réussi à réduire au maximum l'avance israélienne et elle contrôle toujours Rashaya El Furkar, une autre cible de l'offensive israélienne, ainsi que les collines de Blat et Ibl El Saqi. Dans toutes ces zones, des combats très violents se poursuivent pour empêcher l'avance ennemie. »

FLASH

« Le rapport qui nous parvient à l'instant annonce que des avions israéliens viennent de bombarder la ville de Damour (à environ 20 km au Sud de Beyrouth) en début d'après-midi, où se trouvent les survivants du camp de Tall El Zaatar et autres régions atteintes par la guerre de 1975-1976. »

Wafa - 15 mars 78

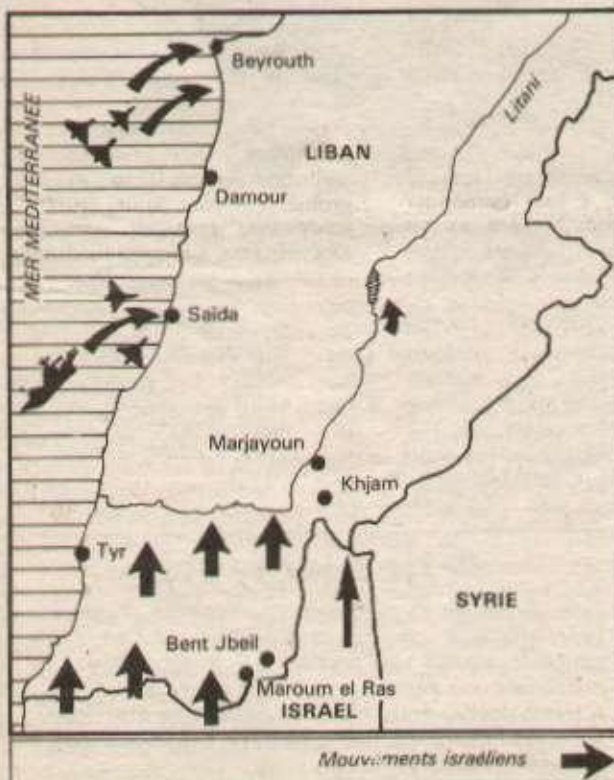
Un porte-parole officiel de l'OLP a déclaré ce qui suit hier soir : « Un certain nombre de bureaux de l'OLP ont été l'objet de provocations de groupes racistes sionistes, suivant les menaces faites par le terroriste Menahem Begin à la Knesset. Le fait que certaines personnalités de ces pays ont cautionné cette campagne mensongère lancée par Begin et sa clique sioniste raciste encourageant cela. »

L'OLP fait assumer toute la responsabilité à ces personnalités dans ces pays, dans le présent et l'avenir, pour tout ce qui peut arriver aux Bureaux et aux membres de l'OLP. »

Nouvel an iranien

NO-ROUZ, FETE DE SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DU PEUPLE IRANIE !
Moustafa Al-Kurd, Paco Ibanez, Colette Magny, Jean-Claude Monnet, Paco de Algeiras, Musique iranienne.

MUTUALITE SALLE B
24 rue St Victor. Métro Maubert Mutualité
JEUDI 16 MARS, 20 h.
Spécialités iraniennes (entrée 15 F)
UNION DES ETUDIANTS IRANIENS EN FRANCE (ICISNU)



Télégramme de Yasser Arafat aux chefs d'Etats arabes

(traduction non officielle de l'anglais)

«Vers minuit hier soir, l'ennemi sioniste a déployé de 25 000 à 28 000 soldats, soutenus par l'artillerie lourde, les tanks et par des forces navales et aériennes, sur tous les fronts dans les secteurs est-centre-ouest au Sud-Liban. Des combats acharnés sont en train de se dérouler le long de plusieurs axes, pendant que les villages libanais du Sud et les camps palestiniens sont la cible, en ce moment, des attaques de l'artillerie et des bombardements aériens et navals. L'offensive porte sur les villages suivants : Ibi Al Saqi, Rashaye Al Fukhar, Al Kham, Al Taibé, Maroun el Rass, Bint el Jbeil, Al hinniyeh, Al Ezziyeh.

Nos forces et celles du Mouvement national libanais font face à ces attaques sur tous les axes, dans lesquels les forces militaires israéliennes ont déployé le maximum de leurs forces. Nos combattants se battent héroïquement pour défendre la terre arabe du Sud-Liban contre l'offensive sioniste barbare qui a été préparée au vu et au su du monde entier.

Je vous lance un appel urgent pour que vous portiez avec nous la responsabilité historique et nationale qui s'incombe, et pour s'opposer à cette attaque militaire sans précédent qui s'étend le long des frontières libanaises de Naqoura au Mont Hermon, et dont les objectifs, selon les déclarations du terroriste Begin et de sa clique militaire et de la Knesset sioniste, sont de mener une opération d'envergure pour anéantir le peuple palestinien et le peuple du Sud-Liban, et pour liquider nos révolutionnaires héroïques.

Beyrouth, 15 mars 1978»

Sionistes hors du Liban ! Palestine vaincra !

L'AMFP, et l'Union générale des étudiants Palestiniens, appellent à un rassemblement samedi à 12 h 30 devant la Librairie arabe, 1 rue Saint Victor, 75 005, M^o Maubert Mutualité, où eut lieu le dernier attentat sioniste en France, afin de manifester sa solidarité avec la Résistance palestinienne, et de protester contre les menaces qui pèsent sur le bureau de l'OLP en France.

Communiqué de l'AMFP

Profitant de la division du monde arabe, créée par la visite de Sadate en Israël, les sionistes ont pris prétexte de l'opération palestinienne près de Tel Aviv pour envahir le territoire libanais, afin d'y écraser la Résistance palestinienne et de réaliser leur vieux rêve d'annexion de cette portion du territoire libanais située au Sud du fleuve Litani. Cette offensive, d'une ampleur exceptionnelle, est loin d'être une simple action de représailles, comme le prouvent les bombardements systématiques et aveugles, par la marine et l'aviation, des camps de réfugiés situés aux alentours des grandes villes de Tyr Saïda, et Beyrouth et de villages tels Ouzai et Damour où vivent les rescapés de Tall El Zaatar, faisant déjà plusieurs centaines de victimes civiles libanaises et palestiniennes. L'Association médicale Franco-Palestinienne apporte son soutien à la Résistance palestinienne et à son représentant l'OLP et appelle à un soutien financier afin de venir en aide aux nombreuses victimes de cette agression.

A.M.F.P.
24 rue de la Réunion
75 020 Paris
CCP La Source
34 52 183

BRITISH STEEL :
40 000
LICENCIEMENTS

40 000 licenciements, c'est ce qu'a annoncé la «British steel», la grande entreprise sidérurgique britannique nationalisée. Première vague de 15 000 licenciements cette année, les autres en 5 ans. «Opération radicale de chirurgie», décidée par le gouvernement travailliste de Callaghan !

MINEURS
AMÉRICAINS :
3^e PROPOSITION
DE CONTRAT

Le patronat a proposé un 3^e contrat aux 160 000 mineurs en grève depuis 100 jours. La consultation durera dix jours. Quelques reculs du patronat, sur les frais médicaux et la répression des «menaces». La réquisition des mineurs a été mise en échec, dès lundi, par les grévistes.

DU RPR AU PCF, UNE CAMPAGNE ÉLECTORALE CONTRE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

● Dès mardi, dans un communiqué, le bureau de l'OLP à Paris dénonçait une vaste campagne sioniste internationale visant à la liquidation des représentants de la Résistance palestinienne à l'étranger. L'appui ouvert donné en France à cette campagne, par les partis bourgeois de droite et de gauche, vient de se manifester très largement au cours des dernières quarante-huit heures.

Tous, dans leur complicité avec les terroristes du gouvernement Begin, ont la même sorte d'«argument» à la bouche : ils «expliquent» l'agression sans précédent contre le Sud-Liban, la pluie d'obus contre les réfugiés et les forcés patriotiques palestiniennes et libanaises par l'opération du Fath menée samedi en terre occupée. Ils reprennent ainsi à leur compte exactement le point de vue de Tel Aviv.

A PARIS ET MARSEILLE

Les manifestations qui se sont déroulées mercredi à Paris et Marseille ont vu au coude à coude leaders de la droite, leaders socialistes et commandos de choc de la jeunesse sioniste, casqués et armés de manches de pioche, hurler par exemple : «Hamchari on t'a eu ! Arafat on t'aura !» Au premier rang de la manifestation à Paris, place de la Républi-

que, Georges Sarre, dirigeant parisien du PS, Jacques Dominati et Joël Le Tac du RPR, se tenaient les coudes en réclamant «la fermeture du bureau de l'OLP à Paris et l'expulsion des dirigeants du mouvement terroriste».

Pendant ce temps, à Marseille, Gaston Defferre, du secrétariat national du PS, au premier rang d'une autre manifestation scandant : «OLP hors de France» serrait les mains des militants du «Collectif des mouvements de jeunesse sioniste».

Tandis que dimanche Giscard adressait un message de soutien à Begin, condamnant le «terrorisme palestinien», Mitterrand avait télégraphié : «Vous assurons notre compréhension et notre appui pour action internationale efficace contre le terrorisme». Peu de temps après, Begin lançait ses chars et ses avions contre les populations du Liban.

MARCHAIS A ANTENNE 2

Dans cette vaste campagne pour isoler et liquider la Résistance palestinienne, le PCF prend toute sa part, en intervenant d'une manière spécifique qui consiste à renvoyer dos à dos Palestiniens et sionistes, à mettre sur le même plan l'opération du Fath en Palestine occupée et la vaste agression des colons sionistes contre tous les points du Liban où vivent des Palestiniens. Georges Marchais déclarait ainsi, mercredi soir sur Antenne 2 : «Nous avons condamné l'attentat de samedi, mais de la même manière nous condamnons l'intervention des troupes israéliennes aujourd'hui... On ne peut que condamner cet enchaînement de violence, que ce soit l'attentat palestinien de samedi, que ce soit l'intervention d'aujourd'hui. Vous me direz, l'un peut apparaître justifier l'autre, mais c'est un enchaînement».

En condamnant ainsi l'«enchaînement des violences», L'Humanité retrouve ses accents de la Guerre d'Algérie lorsqu'aux premières heures

de la Guerre de libération, elle dénonçait les «terroristes» du djebel : c'était l'époque où le PCF votait les pouvoirs spéciaux au gouvernement socialiste, contre le peuple algérien. Il s'agissait alors, disait le PCF, de préserver l'«essentiel» : l'alliance avec les socialistes.

SOUICIS ÉLECTORAUX

Aujourd'hui, les calculs électoraux ne sont en rien absents des prises de position. Le PCF qui, dans son projet de «programme commun actualisé», page 148, réclame la garantie de la sécurité de l'Etat d'Israël en ne mentionnant nullement l'OLP, ne veut pas perdre de voix pour une «affaire» comme celle du Liban, au profit du PS dont les liens avec le sionisme sont connus et récompensés par les suffrages d'une partie de l'électorat sioniste.

Ne pas perdre de voix non plus au profit de la droite qui, encore au pouvoir, orchestre à travers les principaux mass-média, l'actuelle campagne contre l'OLP.

Jean Paul GAY

CEUX DE TALL EL ZAATAR

Des semaines durant, ils avaient tenu sous le déluge de feu des fascistes libanais, en été 1976, lors de la guerre civile. Les ambulances de la Croix-Rouge, venues évacuer leurs blessés avaient, malgré les accords, été prises elles aussi pour cibles. Et quand il s'étaient finalement rendus dans l'honneur, c'avait été pour être encore massacrés au mépris des engagements qu'on avait souscrits à leur égard. C'étaient les Palestiniens du camp de Tall el Zaatar.

Un an plus tard, jour pour jour, nous les avons rencontrés à Damour : après la manifestation, après la cérémonie où s'étaient égrenés les noms des martyrs honorés par la Résistance, et les ovations concluent le discours de Yasser Arafat : «Révolution jusqu'à la victoire». Ils nous avaient reçus dans les ruines du village abandonné par les chrétiens libanais à la suite de la guerre civile, où on les avait provisoirement installés. Les femmes, militantes ou simples mères de famille, les jeunes combattants nous avaient dit leur peu de goût pour ces maisons qui n'étaient pas les leurs, leur souhait de les rendre à leurs habitants. Ils ne demandaient



pour eux-mêmes qu'un camp plus loin vers le Sud, plus près de leur terre de Palestine, hors de laquelle ils ne connaîtront jamais le repos.

Plutôt que des souffrances endurées lors du siège, de l'héroïsme des porteuses d'eau prises sous le feu ennemi, des privations subies, ils préféreraient nous parler de l'avenir, du combat qu'inlassablement ils étaient déterminés à mener contre l'occupant, pour la libération de leur patrie.

Mercredi, l'aviation israélienne a bombardé Damour. Il y a sept mois, juché sur les épaules d'un combattant, un gamin, un «lionceau» aux yeux lumineux scandait dans le cortège des manifestants les

strophes de la chanson à la gloire de Tall el Zaatar.

Face aux balles et aux roquettes venues du ciel, nous en sommes sûrs, ces yeux-là n'ont pas cillé.

J.L et Y.K.

A nos lecteurs

En raison de l'importance de l'actualité provoquée par l'offensive sioniste contre le Sud-Liban et le génocide contre le peuple palestinien, nous ne publierons que demain la suite des deux séries :

- o Les colonies françaises à l'heure des élections.
- o La France après mars 78 : les pressions des 2 super-puissances.

PROGRAMME TÉLÉ

Jeudi 16 mars

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure : les retraités de la misère
18 h 25 - Pour les jeunes.
18 h 55 - Le renard à l'anneau d'or. *Feuilleton*.
19 h 15 - Monsieur neige
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 15 - Jean-Christophe. N° 3 : La révolte
22 h 10 - A bout portant : Gérard Lenorman
23 h 00 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dessins animés.
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 20 - Miracle à Milan. *Film italien de Vittorio de Sica (1950)*.
23 h 05 - Légendaire : l'Ankou (la mort). En Bretagne.
23 h 30 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 15 - Malpertuis. Avec Orson Welles.
23 h 05 - Journal
23 h 20 - Un événement.
23 h 40 - Fin

Vendredi 17 mars

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 15 - Au théâtre ce soir : le don d'Adèle. Avec Maria Pacôme.
23 h 05 - Allons au cinéma.
23 h 35 - Journal et fin

A 2

19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Campagne électorale.
21 h 20 - Un ours pas comme les autres. *Feuilleton*
22 h 25 - Apostrophes : poètes français d'aujourd'hui.
23 h 35 - Journal
23 h 40 - Ciné-club : à travers le miroir. *Film suédois d'Ingmar Bergman. (1960)*

FR 3

20 h 00 - Les jeux de vingt heures.
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 15 - La qualité de l'avenir : la science au secours de l'environnement. N° 11 : ressources pour le XXI^e siècle.
22 h 15 - Du tourisme au pèlerinage
23 h 05 - Journal et fin

nos lecteurs ont la parole

Où tu l'as volé
cette bécane ?

Chers Camarades,

En apprenant que les motards de la police avaient tué deux personnes, après une course poursuite dans Paris, en tirant sans sommation ni la moindre preuve d'un éventuel délit, j'ai eu des frissons dans le dos, rétrospectivement. J'ai eu affaire à ces policiers, et j'ai pensé que mon «aventure» vous intéresserait.

Il y a un an, je revenais chez moi, vers minuit, à moto. En passant à République, j'avais remarqué 4 motards de la police en noir, stationnés sur la chaussée, moteur en rou-

te. A mon passage, ils allument leurs phares. Je n'y fais pas attention et je traverse la Seine, tranquillement. Longeant une petite rue, je vois dans mon rétroviseur des phares de motos. Les gars devaient rouler assez vite, je me range légèrement à droite pour les laisser passer. L'un deux me double, et me coince brusquement contre le trottoir. Je freine à mort, pour éviter le choc. Le motard — je m'aperçois que c'est un policier — me fait mettre pied à terre, lever les bras, et commence à me fouiller. «Tu as cru que tu nous aurais, petit c... Où tu l'as

volée, cette bécane ?» Son collègue avait sorti son pistolet. Je commence à protester, à leur dire que si je n'avais pas eu de bons réflexes, ça se serait mal terminé... «Ta gueule, on a l'habitude, on vous connaît les loulous du samedi soir». S'apercevant que je n'ai pas le moindre objet qui pourrait servir d'arme, le policier se calme un peu et vérifie le numéro du cadre. Il constate que je suis bien le propriétaire de la moto. Visiblement, ça ne lui plaisait pas : il aurait nettement préféré se «faire» un voleur de moto, quitte à l'envoyer à l'hôpital. Finalement, j'ai l'ex-

plication de cette «course poursuites» dont j'avais été l'acteur sans m'en rendre compte ; en allumant leurs phares, les policiers avaient eu l'impression que ma chaîne antivol masquait la plaque d'immatriculation. Je ne pouvais être par conséquent qu'un voleur ! On pourrait en rire, si ça n'avait pas failli se terminer par un crash.

Du coup, j'ai réfléchi un peu à cette histoire : le flic qui m'avait «intercepté», comme ils disent, avait lui-même risqué un accident, pour un «indices» particulièrement ridicule. J'avais vraiment eu l'impression d'avoir affaire à des types complètement conditionnés, fonçant aussi bêtement qu'un chien policier à qui on dit «attaque». Comme vous l'écrivez, ils doivent être sérieusement intoxiqués et s'exciter les uns les autres. Mais il y a aussi un simple fait matériel : ces types passent toute la nuit sur leur moto, moteur en route, prêts à démarrer en trombe, comme au cinéma. Au bout d'un certain temps, ils ne doivent avoir qu'une envie : foncer. Alors le moindre détail «louche» leur fournit le prétexte pour se «tirer une bourre» dans les rues de Paris. Et puis, comme il faut bien se justifier, ils s'imaginent avoir affaire à un dangereux truand, qui cherche à les semer même s'il roule le plus normalement du monde.

Oui, l'insécurité dans les rues de Paris la nuit, c'est une réalité !

Un Lecteur de Paris

CAR ZEISS IENA-BASTIA : 4-2

BASTIA OU LE PLAISIR DE JOUER

Dans les gradins du stade de Iéna, la petite troupe de supporters corses agitaient avec entrain, mercredi après-midi, les drapeaux frappés de la tête de Maure. Encouragement à leur équipe et sans doute aussi moyen de se réchauffer : il faisait bien froid, au point que deux joueurs corse avait jugé bon de munir de gants... La défaite de Bastia a-t-elle déçu ses supporters ? Ce n'est pas sûr. D'abord, bien sûr l'avantage acquis au match aller sur le stade Furiani était tel (7 à 2) que Bastia s'est finalement qualifiée pour la demi finale de la coupe de l'UEFA. Elle est ainsi devenue la quatrième équipe française qui ait atteint ce stade d'une compétition européenne. Ce résultat

mis à part, Bastia a eu surtout le mérite de ne rien changer à son jeu habituel, ce jeu d'offensive qui lui avait permis de marquer sept buts à l'aller.

Mais aussi, l'équipe de Iéna n'était pas celle qui s'était «effondrée» à l'aller. Avec un nouveau gardien de buts qui eut des réflexes de gardien de hand-ball, le Carl Zeiss Iéna avait retrouvé son assurance. Après avoir ouvert la marque à la vingtième minute d'un but de Raab de la tête, Iéna ne baissait pas les bras malgré l'égalisation obtenue six minutes plus tard par Papi. Un deuxième but de Lindemann puis au début de la deuxième mi-temps un troisième de Vogel sur une grosse erreur de la défense

bastiaise donnaient quelques espoirs aux Allemands de l'Est, vite détruits par un but du joueur bastiais Krizan, pour une fois libéré de l'emprise d'un défenseur allemand trop souvent occupé à le retenir par le maillot !

Sur un pénalty indiscutable, les joueurs de Iéna inscrivaient leur quatrième but effaçant ainsi en partie le souvenir de leur déroute à Bastia.

La demi finale s'annonce difficile pour les Corses. Il faut souhaiter que quel que soit leur résultat, ils continuent à faire preuve de ce qui se voit trop rarement sur les stades : le plaisir de jouer au foot-ball.

Et l'acier fut trempé

90^e épisode

Extraits

Nicolas OSTROVSKI

Après de nombreux efforts pour atteindre une coupe de bois, le détachement de Bolchévicks arrive à son but et ainsi la ville va être de nouveau approvisionnée en chauffage.

Objet de tous les espoirs, la coupe était là, merveilleusement proche, mais on n'avancait plus qu'avec une lenteur désespérante : la typhoïde paralysait chaque jour des dizaines de bras précieux.

Kortchaguine retournait à la gare, les jambes molles, chancelant comme un homme ivre. Depuis plusieurs jours il était fiévreux, mais aujourd'hui il se sentait plus brûlant que d'habitude.

La typhoïde, qui décimait le détachement, l'avait attaqué à son tour. Pourtant, son corps robuste résistait et, cinq jours de suite, il trouva la force de s'arracher au béton jonché de paille et d'aller au travail avec les autres. Ni la veste fourrée ni les bottes de feutre envoyées par Fédor et qu'il enfila sur ses pieds déjà touchés par le gel ne purent cependant enrayer la maladie.

A chaque pas, une douleur aiguë lui traversait la poitrine, ses dents s'entrechoquaient, et les arbres, qu'il apercevait dans une sorte de brouillard, semblaient danser une étrange farandole.

Il parvint à grand-peine jusqu'à la gare. Un

vacarme inhabituel le frappa. Il vit un long convoi occupant toute la gare. Des wagons-plates-formes portaient des petites locomotives, des rails à voie étroite, des traverses ; des hommes arrivés par le train déchargeaient tout ce matériel. Il fit encore quelques pas et perdit l'équilibre. Sa tête ressentit un choc amorti et la neige rafraîchit délicieusement ses joues enflévrées.

On ne le découvrit que quelques heures plus tard. Transporté à la baraque, il haletait et ne reconnaissait personne. L'infirmier du train blindé, appelé d'urgence, déclara : «Pneumonie aiguë et fièvre typhoïde. Température 41°5. L'inflammation des articulations et l'enflure du cou méritent à peine d'être signalées. Les deux premières suffisent amplement à expédier le malade dans l'autre monde.»

Pankratov et Doubava, qui venait de rentrer, firent l'impossible pour sauver Pavel.

Aliocha Kokhanski «pays» de Kortchaguine, fut chargé de le ramener à Chépétovka.

C'est seulement avec l'aide de tout le groupe de Kortchaguine, et surtout grâce à l'intervention de Kholiava, que Pankratov et Doubava réussirent à imposer la présence de Kortchaguine, toujours sans connaissance, et d'Aliocha dans un wagon archi-bondé. Les voyageurs s'y opposaient, craignant la contagion et menaçaient de se débarrasser de Pavel pendant le trajet.

Agitant son pistolet sous le nez de ceux qui gênaient l'embarquement du malade, Kholiava cria :

— Il n'est pas contagieux ! Et il partira, même s'il fallait vous vider d'ici, tous autant que vous êtes. Rappelez-vous, bande de sales égoïstes, que si un seul d'entre vous porte la main sur lui, vous irez tous en tôle : je donne tout de suite les instructions nécessaires le long de la ligne. Tiens, Aliocha, prends son mauser, et descends à bout portant tous ceux qui essaieront de le sortir du wagon, ajouta-t-il pour faire bonne mesure.

Le train s'ébranla. Sur le quai désert, Pankratov s'approcha de Doubava.

— Qu'est-ce que tu en penses ? Il s'en sortira ? L'autre ne répondit rien.

— Viens, Mitiaï, arrivera ce qui arrivera. Maintenant, tout le travail repose sur nous. Il va falloir décharger les locomotives pendant la nuit. On essaiera de les mettre sous pression demain matin.

Kholiava prévint par téléphone ses amis tchékistes de toute la ligne. Il insista vivement auprès d'eux pour qu'ils empêchent les voyageurs d'expulser Kortchaguine du wagon et ne se couchent qu'après avoir obtenu de chacun un engagement formel.

Lors d'un arrêt à une gare importante, on sortit sur le quai le cadavre d'un jeune gars tout blond, mort dans un wagon pendant le trajet. Personne ne savait qui il était ni de quoi il était mort. Les tchékistes de la gare, se souvenant de la demande de Kholiava, se précipitèrent pour empêcher le déchargement. Mais, s'étant assurés que le garçon était effectivement mort, ils le firent transporter à la morgue.

A SUIVRE

L'ascension du marketing en politique

● Le marketing politique, nous l'avons vu, est un terme qui, au delà de la présence de publicitaires dans la vie politique, recouvre un ensemble de méthodes de manipulation. Elles consistent en une connaissance aussi exacte que possible des idées de l'électeur pour savoir quelle corde la campagne devra faire vibrer. Au cours de la campagne, le marketeur fabriquera des vedettes, concevra des affiches publicitaires pour attirer la sympathie. Tout est mis en œuvre pour susciter chez l'électeur des sensations qui remplaceront la réflexion.

LE PCF : L'AUTRE MARKETING

Parmi les exemples que nous avons cités nous avons délibérément négligé le PCF. Celui-ci en effet est probablement le parti le plus avancé dans l'art de la démagogie.

Différent des autres partis bourgeois par son projet, son organisation, son implantation, il a su adapter les techniques du marketing politique à ses condi-

tions propres, et en accroître considérablement la portée.

Quand le PCF dit oui

Indépendamment du sens de la phrase prise dans son ensemble, les mots chargés de valeur positive sont mieux à même de susciter l'adhésion. C'est ce qui fait que l'on peut fabriquer les résultats d'un sondage grâce à la formulation des questions. Aussi dans la bataille des législatives, le PCF prend-il soin de mettre un mot en exergue : «Oui». Dans certaines affiches on ne voit que lui. Dans d'autres il est à associer à un autre terme positif : «l'espoir». Le but de ces affiches n'est pas l'explication d'un aspect de la ligne du parti, mais l'amélioration de l'image de marque.

Voyant le nom du parti associé à des termes positifs, l'électeur sera favorablement impressionné. Il écouterait avec plus de sympathie les explications qu'on lui donnera ensuite.

La vie en bleu

La débauche de bleu dans ces affiches «Oui l'espoir» est plus lourde de sens qu'il n'y paraît. Les trois couleurs du drapeau français y figurent ; mais le rouge occupe la portion congrue. Mais là n'est pas l'essentiel. En fait la symbolique employée ne relève pas de la seule imagerie politique. Au paragraphe «bleu» le «Dictionnaire des symboles»* explique :

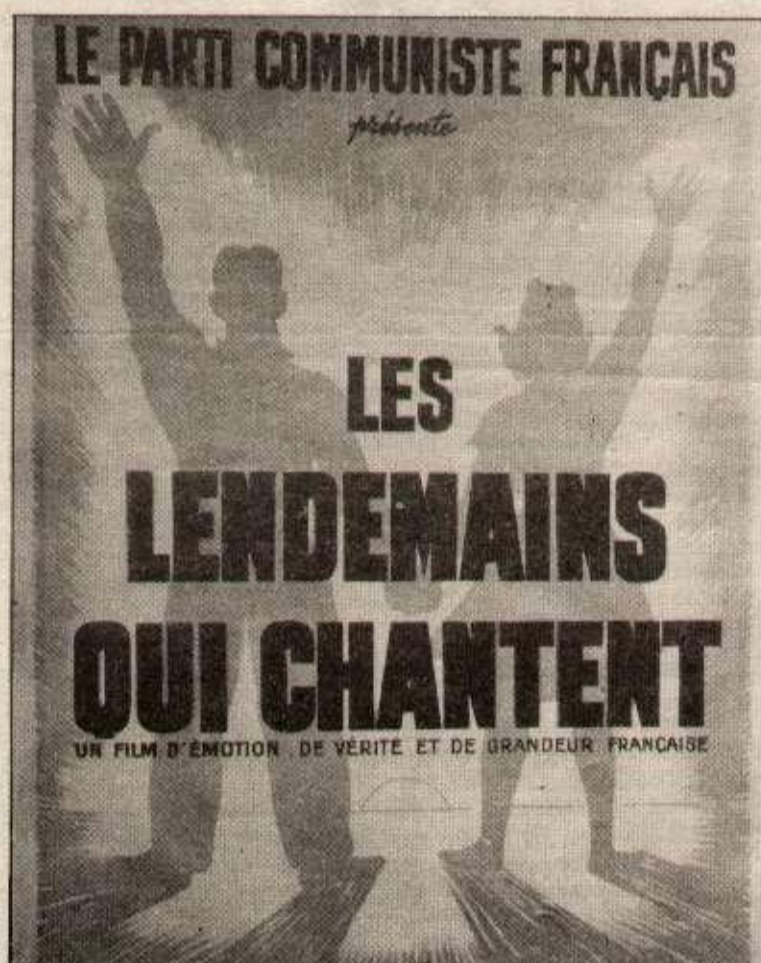
«Il est le chemin de l'infini, où le réel se transforme en imaginaire. N'est-il pas la couleur de l'oiseau du bonheur, l'oiseau bleu, inaccessible et pourtant si proche (...) Clair, le bleu est le chemin de la rêverie, et quand il s'assombrit ce qui est conforme à sa tendance naturelle, il devient celui du rêve». L'espérance, le rêve, l'infini, le bonheur, quelle meilleure image de marque un parti peut-il souhaiter ? D'où la profusion de bleu sur les affiches électorales. Portrait de Marchais, liste de promesses, exigence d'obtenir des ministères. Rien n'échappe à la maladie bleue qui semble sévir chez les publicistes du PCF. Pour attirer l'électeur qui n'y verra que du bleu, du moins l'espère-t-on.

Marchais franchement mis en vedette

«Ecris à Georges Marchais» proposent les «JC», oubliant que Noël est déjà passé. Le marketing politique se nourrit de vedettes. La moindre apparition de

Enquête de Philippe DANZAIN

Photos d'Alain GESGON



A la Libération déjà, une certaine conception de la lutte ▲

Le bonheur familial, le paradis terrestre, toutes classes confondues. ▼



Le PCF parti de la république... bourgeoise

la star est l'occasion de publier sa photographie, d'afficher son nom en caractères géants. En public, le secrétaire général sait jouer à merveille son rôle, et sa réputation de «bête de spectacle» n'est plus à faire. Il sait allier l'arrogance et l'agressivité à la «franchise», c'est-à-dire un langage direct et excessivement simple. La vedette, ne l'oublions pas, ne peut se contenter de susciter l'admiration, elle doit aussi permettre au spectateur de se reconnaître en elle. De plus, par ses gesticulations et ses outrances, Marchais sait capter l'attention de l'auditeur. Le PCF tend de plus en plus à apparaître comme le parti de Marchais, les Fiterman et autres Leroy jouant un rôle secondaire dans le show du parti.

Ecologie, femmes, punk

L'art du marketing reprend aussi la récupération de thèmes populaires. Ainsi le PCF a-t-il tenté la campagne «point vert», alors que l'écologie est le cadet des soucis du champion du nucléaire qu'est ce parti. La campagne n'ayant pas porté ses fruits, elle a été mise en sommeil. Il en reste que dans les récentes affiches du PCF le vert se dispute un peu au bleu. On a pu également constater qu'«Avant-Garde» nouvelle formule n'avait pas hésité à employer en partie la mise en page «Bazooka» du quotidien Libération... La JCF «punk», voilà de quoi raccoler quelques jeunes plus ou moins marginaux. Un tract du PCF sur les femmes s'intitulait «Femmes aujourd'hui», titre suscitant une profitable confusion avec un hebdomadaire féminin. On peut toutefois accorder aux propagandistes que les positions de leur parti sur les femmes ne sont, au fond, pas bien différentes de celles du journal en question.

La force de l'appareil

Le PCF n'est cependant pas un marketeur comme les autres. Son passé révolutionnaire, la spécificité de son projet, lui donnent des atouts que n'ont pas ses concurrents. Il dispose d'une organisation rigide, centralisée, et d'un grand nombre de militants, qui servent de relais dans les masses à la propagande centrale. Ils confectionnent une propagande locale, souvent artisanale et qui semble plus proche des gens. Ils peuvent reprendre, expliciter les thèmes de propagande, rabâcher la ligne au cours de contacts personnels.

D'autre part, les militants jouent un rôle d'institut de sondage qui, contrairement aux instituts commerciaux, travaille en permanence et saisit les réalités dans leur développement au lieu de fournir un simple cliché instantané, avec toutes les incertitudes que cela comporte. Ceci, bien sûr, n'empêche pas le PCF de tenir compte des travaux des instituts.

Mais, grâce à la présence de militants dans les milieux concernés par les campagnes, le centre de décision peut être à tout moment informé de l'impact des campagnes, sans bourse délier. Il en coûterait des millions aux partis de droite d'obtenir un service comparable de leur agence habituelle.

Les techniques publicitaires maîtrisées par un parti puissant et extrêmement structuré, disposant de sérieux moyens d'encaissement, font du PCF un parti excessivement dangereux, qui, s'il ne bénéficie pas des brusques montées électorales de ses concurrents, est en contrepartie beaucoup moins sensible aux reflux brutaux que craignent les autres partis.

* «Le dictionnaire des symboles». J. Chevalier et A. Gheerbrant. Seghers.